ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1639 – 10 décembre 1999 – prix : 9F

Suppressions d'emplois, flexibilité, conditions de travail aggravées, services publics sacrifiés, actionnaires tout-puissants, assez !

le 11 décembre, préparons la riposte du monde du travail

M 6189 - 1639 - 9,00 F

SOMMAIRE

Leur société
4 – Le n°2 du PS en procès
– Le CDS et sa caisse noire
5 – Miettes pour les chômeurs, cadeaux pour le patronnat
– Les Restos du cœur
– Les 35 heures à Monaco
6 – Croissance de l'économie… et des illusions
7 – La seconde loi Aubry votée au Parlement
– Conseil Régional d'Ile-de-France
– Les éleveurs de volailles refusent de se faire plumer

Tribune
6 – Contre le chômage et la précarité, manifestons le 11 décembre !

Dans les entreprises
11 – Hôpitaux de la région parisienne : la grève s'étend contre le manque d'effectifs
– Hôpital de Bourges
– CHU de Rouen
12 – Hutchinson – Joué-les-Tours
– Thomson Télévision Angers
13 – Renault-Le-Man
– Motorola Toulouse
– ELM Leblanc – Drancy

Dans le monde
8/9 – Russie :
– Une campagne «militaro-électorale»
– Après deux mois de guerre en Tchétchénie
– Kosovo : confirmation d'après (et d'avant) massacre
– France-Yougoslavie : des tueurs et leurs commanditaires
16 – Espagne :
– Les partis séparatistes basques entre la menace de terrorisme et les manœuvres politiciennes
– Prisonniers politiques basques

Enseignement
10 – Contre la violence, grève pour des moyens suffisants
– LP Moulin Fondu – Noisy-le-Sec
– LP Montaigne – Amiens

Il y a trente ans
14 – «L'automne chaud» italien de 1969

Lire
15 – *Notre ami Ben-Ali* de Nicolas Beau et Jean-Pierre Turquoi
– *L'Utopie* de Thomas More

LES MANIFESTATIONS DU 11 DÉCEMBRE

Pour la journée du 11 décembre de nombreuses manifestations régionales ou départementales sont prévues. Nous publions la liste de celles dont le lieu et l'heure de départ sont décidés, mais d'autres sont prévues, entre autres à Caen, le Havre, Dieppe.

NORD ET PICARDIE

• Manifestation départementale à **LILLE** (59) – à 15 heures, Euralille.

• Manifestation départementale à **LENS** (62) – à 16 heures, Place du Cantin.

• Manifestation à **SAINT-QUENTIN** (02) – 14h30, Quartier de l'Europe devant le Centre social.

• Manifestation départementale à **AMIENS** (80) – à 15 heures, devant la Maison de la culture.

• Manifestation départementale à **CREIL** (60) – à 14h30, Place Carnot.

EST

• Manifestation régionale concernant les départements de la Marne, des Ardennes, de l'Aube, de la Haute-Marne à **REIMS** (51) – à 15 heures, Place du Théâtre.

• Manifestation à **DIJON** (21) – 15 heures Place du Bareuzei.

• Manifestation départementale à **NANCY** (54) – à 15 heures, Place Maginot.

• Manifestation départementale à **METZ** (57) – à 15 heures, Esplanade Place de la République.

• Manifestation départementale à **STRASBOURG** (67) – à 15 heures, Place Kléber.

• Manifestation départementale à **MULHOUSE** (68) – à 15 heures, Place de la Bourse.

• Manifestation régionale concernant le Doubs, le Territoire de Belfort, le Jura et la Haute-Saône, à **BESANCON** (25) – à 15 heures, Place Battant.

OUEST

• Rassemblement à **EVREUX** (27) – à 15 heures et prises de parole des organisations à 16 heures, Place de la Poste principale.

• Manifestation au **MANS** (72) – à 9h30, Place des Jacobins.

• Manifestation à **ROUEN** (76) – à 14h30, devant l'ANPE (Place Cauchoise).

• Manifestation départementale à **ANGERS** (49) – à 15 heures, Place Molière.

• Manifestation régionale concernant les Côtes d'Armor, le Finistère, l'Ile-et-Vilaine et le Morbihan, à **SAINT-BRIEUC** (22) – à 15 heures, Place de Robien.

• Manifestation départementale à **NANTES** (44) – à 15 heures, Place du Cirque (Cours des 50 Otages).

CENTRE

• Manifestation régionale concernant le Loiret, le Loir-et-Cher, l'Eure-et-Loir, l'Indre, l'Indre-et-Loire, à **ORLEANS** (45) – à 14h30, Parvis de la Cathédrale.

• Manifestation à **NEVERS** (58) – à 10 heures, Place Carnot.

• Manifestation à **CLERMONT-FERRAND** (63)- à 15 heures Place de Jaude

• Manifestation départementale dans la Vienne à **POITIERS** (86) – à 14h30, Place de la Préfecture.

• Manifestation régionale concernant les départements de la Haute-Vienne, de la Corrèze et de la Creuse, à **LIMOGES** (87) – à 15 heures, Place de la République.

SUD-EST

• Manifestation départementale à **MARSEILLE** (13) – à 15 heures, Porte d'Aix (Jules-Guesde).

• Manifestation régionale concernant les départements du Rhône et de l'Ain à **LYON** (69) – à 14 heures, Place Carnot.

• Manifestation à **GRENOBLE** (38) – à 15 heures, Place André-Malraux.

• Manifestation à **SAINT-ETIENNE** (42) – à 15 heures, Centre 2 à la Préfecture.

• Manifestation départementale à **NICE** (06) – à 14 heures, Place St-Roch

• Manifestation départementale à **TOULON** (83)

• Manifestation régionale concernant les départements de la Drôme et de l'Ardèche à **GUILHERAND-GRANGES-LES-VALENCE** (26) – à 14h30 devant la Chambre patronale.

• Manifestation départementale à **NIMES** (30) – à 15 heures, au Carré d'Art.

• Manifestation départementale à **MONTPELLIER** (34) – à 15 heures, au Peyrou.

SUD-OUEST

• Manifestation régionale à **TOULOUSE** (31) – à 15h30, Métro Jean-Jaurès.

• Manifestation à **BORDEAUX** (33) – à 15 heures, Place de la République.

• Manifestation départementale à **ANGOULEME** (16) – à 15 heures, Place Bouillaud.

• Manifestation à **AGEN** (47) – à 16 heures, Place des Laitiers.

À PARIS

La manifestation régionale pour l'Ile-de-France partira à 14 heures de la Place de la République, au côté des associations de chômeurs qui avaient décidé d'une manifestation nationale à Paris le même jour. C'est ensemble, en conjugant nos efforts et en cherchant à renforcer le poids des forces qui veulent un changement profond dans ce pays, que nous pouvons imposer les légitimes revendications des chômeurs et celles de l'ensemble du monde du travail, en particulier des mesures contre les licenciements.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE
internet : http://www.worldnet.fr/~lo-uci e-mail : lo-uci@worldnet.fr

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX18 – est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 12 700 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 01 48142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1 000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRÉNOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

LE 11 DÉCEMBRE PRÉPARER LA RIPOSTE DU MONDE DU TRAVAIL

On nous a beaucoup parlé ces temps-ci de l'échec de la conférence de l'OMC à Seattle.

Elle a échoué parce que les grands Etats n'ont pas réussi à concilier les intérêts contradictoires de leurs industriels et de leurs banquiers.

La presse unanime prétend que c'est une victoire des peuples d'Europe contre les monopoles américains responsables et profiteurs de la mondialisation ou défenseurs de la « mal-bouffe ». Pourtant les responsables du chômage et des licenciements ne sont pas seulement aux Etats-Unis, ils sont ici aussi. Ceux qui décident de fermer des entreprises qui ne leur rapportent plus assez, ou de jeter des milliers de travailleurs à la rue pour augmenter leurs profits, sont ici, des patrons bien français en majorité.

Ce n'est pas un quelconque capitaliste américain, mais Edouard Michelin, PDG des usines du même nom, qui a annoncé au mois de septembre la suppression de milliers d'emplois dans son groupe. Et Michelin n'est pas une exception. Depuis des années les Peugeot, les Bettencourt de l'Oréal, Vuitton du trust du champagne et des produits de luxe, parmi bien d'autres, ont vu leur fortune multipliée par la montée de leurs actions en Bourse et ont empoché des bénéfices énormes. Ils « réduisent le coût du travail » comme disent les économistes, c'est-à-dire qu'ils réduisent les effectifs et augmentent la charge de travail.

Le grand patronat est parvenu d'autant plus facilement à imposer aux travailleurs ces sacrifices qu'il y a été aidé par tous les gouvernements qui se sont succédé depuis la montée du chômage, y compris par les hommes politiques en qui le monde du travail avait confiance parce qu'ils se disaient « de gauche ». La loi Aubry, qui permet au patronat d'instaurer, avec l'annualisation des horaires, la « flexibilité » du travail, n'est que le dernier exemple en date de cette aide apportée par les gouvernements au grand patronat.

En outre, depuis vingt-cinq ans, le développement du chômage provoqué par cette politique patronale a servi de moyen de chantage pour amener les travailleurs à accepter la remise en cause de leurs conditions de vie comme de leurs droits. Combien d'entre eux se sont entendu dire : « *Si tu n'es pas content, il y en a d'autres qui attendent pour prendre ta place* ».

Eh bien, il faut briser ce cercle vicieux. Il faut que la classe ouvrière montre qu'elle n'acceptera plus cette situation, et qu'elle est prête à imposer au gouvernement et au patronat des mesures politiques qui s'attaquent au chômage en réduisant la part des actionnaires au profit de celle du monde du travail.

Au lieu de multiplier les subventions et de baisser les charges sociales d'un patronat qui a encaissé ces cadeaux et a licencié quand même, on peut utiliser cet argent de l'Etat pour créer dans les hôpitaux, les écoles, les transports en commun, les milliers d'emplois utiles qui font tant défaut à la population. On pourrait maintenir les prestations de la Sécurité sociale et augmenter vraiment les minima sociaux indécents que l'on réserve aux plus démunis. Au lieu de maintenir l'impôt sur les sociétés à un taux inférieur à ce qu'il était sous Giscard (qui n'avait pourtant rien d'un « homme de gauche » !) on pourrait imposer plus les profits capitalistes pour financer la construction de logements satisfaisants et accessibles à tous, ou pour financer des équipements sociaux.

Il faut absolument compléter ces mesures en interdisant les licenciements dans les entreprises qui osent supprimer des emplois alors qu'elles font des bénéfices.

Le gouvernement et le patronat n'accepteront cela que s'ils y sont contraints par les travailleurs en lutte.

La manifestation du 16 octobre a montré que cette perspective rencontrait un large écho parmi les travailleurs.

La journée de manifestations prévues le 11 décembre partout en France doit être une nouvelle étape de cette mobilisation de tout le monde du travail, mobilisation qui, si elle s'amplifie, pourra seule inverser le rapport des forces entre les travailleurs et leurs exploiteurs.

Rendez-vous pour la région parisienne
SAMEDI 11 DÉCEMBRE à 14 h
Place de la République à Paris

LE N°2 DU PS EN PROCÈS

L'ARGENT N'A PAS D'ODEUR... POUR CES GENS-LÀ

Un dirigeant de parti politique gouvernemental passant en procès pour « recel et abus de biens sociaux », cela peut sembler banal, bien que l'on imagine que les allées du pouvoir, présent ou passé, comptent une belle brochette de gens sur lesquels la justice pourrait encore se pencher.

Ce qui est moins banal, en revanche, ce sont les détails de l'affaire qui a amené en correctionnelle Jean-Christophe Cambadélis, numéro 2 du Parti Socialiste, secrétaire national de ce parti, en « congé » le temps de son procès.

Ayant perdu son siège de député en 1993, a-t-il dit aux juges, il se trouvait sans ressources et, comme il avait une famille à nourrir, il cherchait un emploi. Cela tombait bien, un certain Yves Laisné en avait un à lui proposer. Un emploi de « conseil » pas très prenant apparemment, puisqu'il ne supposait ni que Cambadélis ait un bureau à l'AFRP (Association des foyers de la région parisienne) de Laisné ni qu'il y passe ou y rencontre qui que ce soit.

Donc, pas vraiment un travail, mais un « emploi » rémunéré 20 000 F par mois. Dans le monde des affairistes et des politiciens, ce n'est pas mirifique, mais cela aurait sans doute paru formidable aux locataires immigrés de l'AFRP. D'autant plus que Cambadélis empocha dans les 460 000 F durant les deux ans où il était censé « conseiller » Laisné.

Des « conseils », ce monsieur n'en avait guère besoin. En revanche, d'appuis bien introduits auprès du pouvoir, si. C'est avec le soutien du CNPF (l'ancêtre du MEDEF, le « syndicat » patronal) que Laisné s'était hissé à la tête de l'AFRP, une association regroupant une trentaine de foyers, ainsi que diverses sociétés de négoce (en Belgique, avec la Russie). Et les « affaires » de Laisné ne pouvaient prospérer qu'avec des appuis.

Cambadélis prétend qu'il ignorait ces choses-là. Pourtant, dès 1990, la presse avait rendu compte de rapports de l'Inspection des finances et de l'Inspection des affaires sociales mettant en cause la gestion du monsieur. Et si Cambadélis avait été un tant soit peu curieux, il serait allé ne serait-ce que dans un des foyers de l'AFRP (dont il était censé améliorer « l'image ») et aurait vu qu'on y faisait payer un « *hébergement collectif dans des conditions contraires à la dignité humaine* », comme l'établira plus tard un tribunal. Mais pourquoi Cambadélis se serait-il inquiété ? Les sommes devant servir à la réfection des bâtiments hébergeant ces travailleurs immigrés dans des conditions révoltantes, Laisné s'en servait pour ses affaires (il laisse un trou de 63 millions de francs) ; il recevait des subventions du 1 % patronal, du FAS (Fonds d'action sociale), des Caisses d'allocations familiales, des organismes qui, apparemment, n'y trouvaient rien à redire non plus.

Cerise sur le gâteau, si l'on peut dire, Laisné était un ancien cadre du Front National et Cambadélis, qui fut un des fondateurs de Ras l'Front et a écrit un livre d'enquête sur le Font National, a cherché à convaincre les juges qu'il n'en savait rien !

Il est vrai que quand on ne veut rien voir, ni sentir, certains y arrivent. C'est même une des « qualités » exigées pour faire carrière dans le monde de la politique telle que la conçoivent les politiciens de la bourgeoisie, qu'ils soient de droite ou de gauche.

Et puis, vivre à ne rien faire sur le dos des travailleurs (immigrés, dans ce cas), c'est tellement dans les habitudes de la bourgeoisie, cela coïncide tellement avec les intérêts du monde que les politiciens défendent, que ceux-ci finissent même par trouver cela normal...

P. L.

LE CDS ET SA CAISSE NOIRE

LE PATRONAT ARROSE SES POLITICIENS SANS COMPTER

Huit responsables du CDS, dont Pierre Méhaignerie, président de 1982 à 1994 de ce groupe de politiciens de droite qui a fourni des ministres, tel Jacques Barrot, à Balladur ou à Juppé dans les précédents gouvernements de droite, comparaissent en justice.

Dirigeants et trésoriers successifs du CDS sont donc poursuivis pour abus de confiance et recel. Normalement, les lois d'amnistie de 1989 et de 1992, que les politiciens se sont accordées, devaient leur permettre de mettre un terme aux pratiques antérieures de financement (ou, en gros, les principales grandes entreprises assuraient, sans trop de limites, la trésorerie des partis de droite et même de gauche par des modes de financement échappant à toute législation). Elles auraient dû protéger les politiciens du CDS.

Encore fallait-il ne pas se faire piéger par les limites mises par la loi. Ainsi, quand on déclenche une enquête en 1995, la loi de 1992 amnistie tout ce qui remonte au-delà de trois ans en arrière. Cela a suffi pour protéger l'ex-ministre des Finances de Juppé, Jean Arthuis. En revanche, un retrait de 150 000 F de l'un des accusés, effectué quelques jours après cette date de prescription, a suffi à mettre un ancien responsable du CDS, Froment-Meurice, sur la sellette.

Le plus fort est que cette enquête a été initiée par Méhaignerie lui-même quand il était garde des Sceaux entre 1993-1995. En bon démocrate-chrétien, il entendait ainsi faire la morale à ses adversaires. Il s'était cru très malin, mais à malin, malin-et-demi, le voilà poursuivi par sa propre faute, parce qu'il n'a pas su compter... jusqu'à trois.

Pour le reste, on trouve les habituelles ficelles de toutes ces affaires de financement. Les gros sous des chefs d'entreprise (volés aux travailleurs), les comptes en Suisse, les intermédiaires, les chefs de parti très au courant qui jouent les saints innocents.

Dans cette affaire, il y a les 5 millions versés par un entrepreneur, Jacques Mallard, en échange d'un permis de construire.

Normalement, le versement de 5 millions aurait dû être amnistié, mais Mallart a étalé les versements au-delà de la date de prescription de cette affaire. Or, en l'absence de document écrit (on s'en passe fort bien dans ce genre de transactions), c'est la date de versement qui compte.

Et comme toujours, les uns et les autres tentent de repasser la patate chaude à un éventuel bouc-émissaire. Ainsi, Méhaignerie, Barrot et les autres aimeraient bien que Froment-Meurice assume tout ce qui cloche. Lui, de son côté, essaye de minimiser ses responsabilités. Il jure ne rien savoir du compte en Suisse destiné à alimenter le CDS, mais indique au passage que Bouygues a versé de l'argent au CDS au moment de la construction du pont de l'île de Ré et que son patron, Méhaignerie, qui feint aujourd'hui de tout ignorer, était très informé de l'essentiel des transactions, surtout quand il s'agissait de grosses sommes. D'ailleurs, ce n'est pas pour rien qu'en 1990, Méhaignerie avait ordonné la destruction des registres comptables (occultes) du CDS.

La justice porte aujourd'hui un coup à la droite. Demain, ce sera le tour de politiciens du Parti Socialiste d'être mis en cause. C'est sa façon de maintenir l'équilibre entre les différents partis dont la bourgeoisie peut avoir besoin, aussi bien au niveau des finances que pour la sélection des futurs députés et ministres. Quelques politiciens usés mis au rancart dans les affaires, cela fait de la place pour les jeunes loups qui ont encore leurs dents à faire.

En attendant, tout cela indique que le patronat regorge d'argent mais que cet argent, qui échappe à tout contrôle, sert à peu près à tout sauf à mettre en œuvre des choses utiles pour la population. Les patrons préfèrent s'en servir, entre autres, pour que les politiciens, aux différents niveaux, leur mangent dans la main.

Jacques FONTENOY

VIE SAUVE ET LIBERTÉ POUR MUMIA ABU JAMAL

Les associations, organisations et partis qui soutiennent MUMIA ABU JAMAL, ancien militant des Black Panthers condamné à mort il y a dix-huit ans pour un crime qu'il n'a pas commis, ont décidé de diverses initiatives. La date de son exécution fixée au 2 décembre a été reportée, mais il faut obtenir la reconnaissance de son innocence et sa libération.

C'est pourquoi nous appelons à participer nombreux

À UN MEETING
VENDREDI 10 DÉCEMBRE
DE 18 À 22 HEURES
À LA BOURSE DU TRAVAIL
À PARIS
(29, boulevard du Temple – Métro République)

Par ailleurs nous signalons que dimanche 12 décembre, à 20 h 30 au Petit Journal Montparnasse – 13, rue du Commandant Mouchotte, Métro Montparnasse à Paris, un concert de soutien à Mumia Abu Jamal aura lieu. La participation sera de 60 F.

POUR LES CHÔMEURS DES MIETTES POUR LE GRAND PATRONAT DES CADEAUX SOMPTUEUX

Alors que la Bourse bat record sur record, traduisant les espoirs de profits toujours plus en hausse pour la période à venir, alors que se multiplient les annonces de fusions industrielles ou financières où des centaines de milliards sont en jeu, Martine Aubry, au nom du gouvernement, s'est sentie obligée de faire « un geste » vis-à-vis des chômeurs.

Lundi 6 décembre elle a annoncé un relèvement de 2 % de certains minima sociaux (RMI, ASS), une prime exceptionnelle pour certains chômeurs les plus démunis s'étalant en gros de 1 000 francs à 2 900 francs pour un couple avec quatre enfants. A cela s'ajoute un examen cas par cas de la situation des chômeurs à très faibles ressources pour une éventuelle annulation de leurs dettes fiscales.

Les six millions de personnes dont la survie dépend des minima sociaux sont dans une telle détresse matérielle qu'on ne peut pas dire que ces mesures seront sans conséquence pour elles. Mais le caractère dérisoire et minimal de la décision du gouvernement montre le mépris qu'ont ces gens-là pour la population travailleuse. Pour le titulaire de l'Allocation Spécifique de Solidarité, c'est-à-dire le chômeur qui a épuisé tous ses droits à une allocation chômage de l'Unedic, comme pour le RMIste, l'augmentation décidée correspond à 1,70 francs par jour, soit le prix d'une demi-baguette. Même les Restaurants du Cœur, qui ne vivent que des dons des particuliers, ont fait mieux. Mais au fond, peut-on attendre autre chose de Martine Aubry, ancienne adjointe de Gandois, ex-numéro 1 du syndicat des patrons et de Péchiney ?

Car il faut avoir du culot pour annoncer, « *comme participation à la bonne situation actuelle* », selon ses termes, l'octroi de 2,7 milliards aux chômeurs les plus démunis, alors que le gouvernement Jospin, Martine Aubry en tête, distribue par centaines de milliards les cadeaux de toute nature aux entreprises, qui annoncent des profits records, et à toutes les classes riches par la voie de dégrèvements d'impôts de toutes sortes.

Le gouvernement Jospin ne fait rien contre le chômage. Comme ses prédécesseurs il se contente de manipuler les statistiques en vue de les faire baisser, ce qui n'empêche évidemment pas la misère de monter, même pour ceux qui ont un emploi et une paye partiels. La politique du gouvernement consiste en fait à tout faire pour aider les patrons, sur le plan des lois comme des aides matérielles, pour que ceux-ci puissent réduire le plus facilement possible les emplois. Vis-à-vis des victimes, des chômeurs, il se contente d'effets d'annonce en vue de tromper l'opinion publique sur la portée de sa politique.

En fait il n'y a rien à attendre du gouvernement Jospin-Aubry. Alors que pratiquement aucune famille n'est épargnée directement ou indirectement par le chômage, il faudra imposer de prendre sur les profits indécents engrangés par le grand patronat pour créer les emplois nécessaires, et bien évidemment garantir tout de suite à tous, chômeurs, comme salariés (précaires, à temps partiels imposés, et tous les autres), un revenu décent.

Paul SOREL

LES RESTOS DU CŒUR ET CETTE « ENFOIRÉE » DE SOCIÉTÉ

Comme chaque année depuis quinze ans, les Restos du Coeur viennent de lancer une nouvelle campagne nationale pour offrir un repas chaud aux plus démunis. Lorsqu'en 1985 Coluche lança son association, il ne s'attendait certainement pas à devoir servir neuf millions de repas. Il ne pensait surtout pas que les Restos du Cœur seraient encore là à l'aube du nouveau millénaire. Eh bien, cette année, non seulement son association est toujours là, mais c'est plus de soixante millions de repas qui vont être servis, soit près de sept fois plus.

C'est dire combien la misère et la détresse ont augmenté. Pour les seuls Restos du Cœur ce sont 650 000 personnes qui, après inscription et vérification de leurs revenus (moins de 5 000 F), vont se retrouver dans les files d'attente et tendre la main pour avoir un repas. Quarante mille bénévoles vont donner de leur temps et de leur travail pour les accueillir, pour panser quelque peu les plaies de ce monde malade, de cette « enfoirée » de société capitaliste qui crée sans compter des chômeurs et des démunis.

Mais les chômeurs, les démunis, les pauvres, les enfants mal nourris ne sortent pas de nulle part. Ils sont en quelque sorte planifiés par les suppressions de postes, les plans sociaux et les restrictions budgétaires. Ils sont fabriqués par les responsables de cette société profondément inégalitaire, à commencer par les patrons licencieurs.

Combien de salariés ont-ils été licenciés par de grandes entreprises ces quinze dernières années, depuis qu'existent les Restos du Cœur ? Et ces mêmes entreprises licencient tout en maintenant leur production, par l'intensification du travail pour ceux qui restent, tout en augmentant leurs bénéfices. Dans quelques semaines d'ailleurs, on nous présentera une Bourse en fête tandis que bien des victimes de la croissance des profits n'auront droit, eux, qu'à un bol de soupe.

Et il y a bien évidemment un lien entre ces deux pôles : la richesse d'un côté, la misère de l'autre. Ces gains, cet argent, sont pris dans la poche des travailleurs, par la diminution des salaires, par l'appauvrissement d'une énorme partie du monde du travail condamnée au chômage total ou partiel. Aujourd'hui, sept millions de travailleurs sont dans l'un de ces cas.

Mais que dire aussi de ceux qui nous gouvernent et tolèrent cette situation ? Pour tous les gouvernements qui se succèdent, nourrir ou soigner les démunis n'entre pas dans leurs attributions, ou si peu. Pour eux, même les services publics doivent être rentables. La générosité publique remplace bien souvent l'Etat dans nombre de domaines : la recherche médicale, les Restos du Cœur, l'aide aux handicapés... La liste serait longue si on voulait citer toutes les associations qui doivent faire appel au dévouement et à la charité publique.

Alors, cette situation n'a que trop duré et il faudra bien qu'un jour ou l'autre on ne se contente plus de faire ou de demander la charité, mais que l'on s'en prenne à ceux qui profitent ou protègent cette société révoltante où la richesse des uns aggrave la misère des autres.

G.L.

Monaco

L'APPLICATION DES 35 HEURES ÉBRANLE AUSSI LE ROCHER

Monaco ce n'est pas seulement le casino, quelques richissimes palaces et des milliardaires venus mettre en sûreté leur fortune et leur vie, pas toujours efficacement d'ailleurs, comme vient de le montrer la mort du banquier Edmond Safra. Ce sont aussi de nombreux travailleurs, de l'hôtellerie-restauration, ceux de nombreux laboratoire pharmaceutiques et des employés des centaines de sociétés qui ont transféré leurs sièges sociaux sur le « Rocher » pour bénéficier de la législation locale.

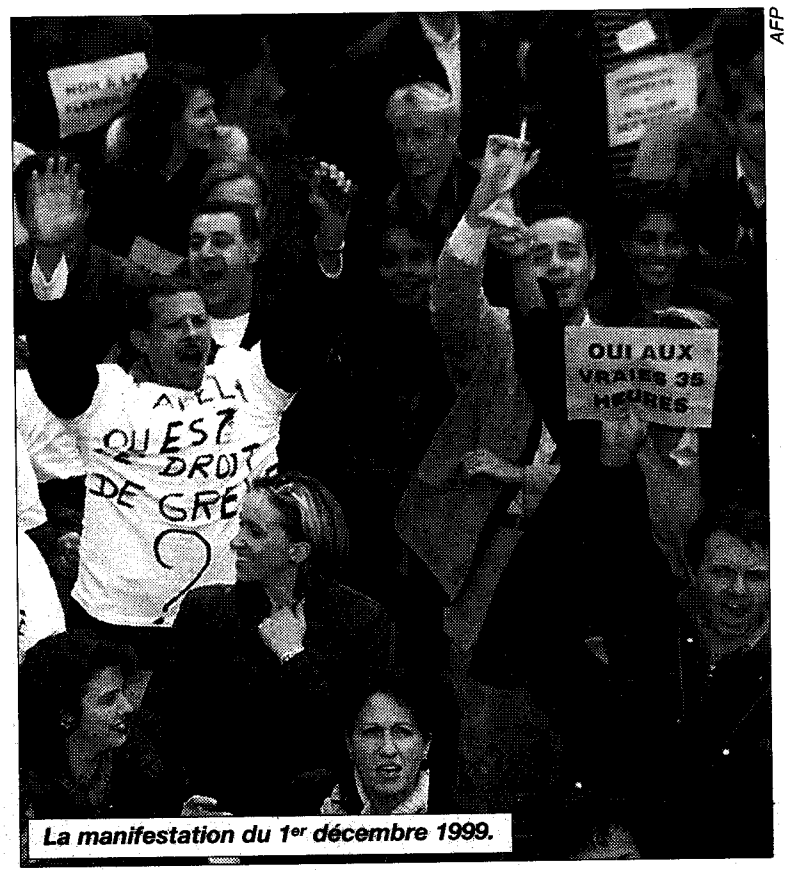
Une faible partie de ces travailleurs sont de nationalité monégasque, mais le plus grand nombre sont des « étrangers », c'est-à-dire surtout des Français (mais aussi beaucoup d'Italiens) qui habitent soit dans la principauté, soit de l'autre côté de la « frontière », et qui viennent travailler chaque jour dans le mini-Etat du prince Rainier.

La législation monégasque est plus ou moins calquée sur la législation française, avec quelques particularités locales. En tout cas l'application de la loi sur les 35 heures a donné lieu, là-bas comme ici, à de nombreux problèmes. Le patronat, notamment celui des grandes sociétés qui ne sont pas nécessairement « monégasques », voudrait supprimer la loi qui fait obligation aux salaires monégasques de ne pas être inférieurs à ceux de la région française voisine : Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il voudrait donc assortir l'éventuel passage aux 35 heures d'un gel des salaires durant trois ans.

Ces prétentions ont provoqué la plus vaste manifestation jamais enregistrée dans la principauté, avec, selon la presse, 3 500 personnes. Bien que les manifestations soient interdites à Monaco (un Etat parfaitement démocratique, comme on voit !), les autorités avaient toléré le mouvement, pour éviter sans doute d'éventuels affrontements qui auraient « terni » l'image de la principauté heureuse et sans histoire.

Les syndicalistes avaient accepté qu'il n'y ait pas de banderoles, et qu'on évite de s'en prendre « au Palais ». Les choses se sont donc passées « gentiment », si on peut dire. N'empêche que les travailleurs étaient là, et leur action rappelle que, même lorsqu'on est exploité dans une principauté d'opérette, pour se faire entendre et pour obtenir son dû il faut descendre dans la rue.

André VICTOR



AFP

La manifestation du 1er décembre 1999.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

CONTRE LE CHÔMAGE ET LA PRÉCARITÉ, MANIFESTONS LE 11 DÉCEMBRE !

Le gouvernement vient d'annoncer son « paquet-cadeau » en faveur des plus démunis : l'augmentation de 2 % au 1er janvier (au lieu des 0,8 % prévus) des trois principaux minima sociaux, une prime de fin d'année de 1 000 à 2 900 F selon la composition des foyers (contre quelque 1 000 F attribués à certains les années précédentes), l'effacement des dettes fiscales de ceux qui de toutes façons ne peuvent plus rien payer ! Et pas seulement leurs impôts ou redevance télé. Au total, cela représenterait une enveloppe de 2,7 milliards contre 1 milliard que Jospin avait consenti en 1998, face au mouvement des chômeurs.

Le « cadeau » est dérisoire. Les responsables d'associations de chômeurs l'ont immédiatement souligné, calculant que les 2 % d'augmentation représentaient à peu près 1,70 F par personne et par jour, soit une demi-baguette de pain. Moins même, si on compte que 0,8 % étaient déjà acquis. Ce serait donc plutôt un quart de baguette, un croûton de pain, qui plus est attribué après des démarches et paperasses à remplir qui dissuaderont ceux qui n'ont plus le ressort de s'adresser aux services sociaux, aux comités et associations de chômeurs.

Et ces 2 milliards et quelques de francs que le gouvernement donne aux « pauvres », c'est le centième de ce qu'il donne chaque année, en aides et subventions diverses, au patronat. Aumônes aux rejetés du système, prébendes à ceux qui s'en engraissent, ce sont les deux volets d'une même politique en faveur des riches et des possédants.

Car qui sont ces 3,3 millions de ménages, soit 6 millions de personnes, qui selon une étude récente vivent avec moins de 3 500 F par mois et dont le nombre a explosé depuis une vingtaine d'années ? Ni plus ni moins qu'une partie de ceux que les vagues ininterrompues de licenciement pratiqués par ces grandes entreprises qui font des profits ont laissé sur le carreau. Qui n'ont pas retrouvé d'emploi. Qui sont arrivés en fin de droits. Qui sont désormais allocataires d'un RMI ou d'une ASS. Mais ces entreprises qui procèdent depuis des années à environ 20 000 licenciements collectifs par mois, ont donc touché chaque année des centaines de milliards de l'Etat pour le faire. Elles y sont encouragées.

Et elles persistent dans cette politique dramatique pour toute la société. Drame qui n'a rien à voir avec le progrès technique. Drame qui vient de ce que le profit est l'unique but de la production. L'indice CAC 40 a grimpé de près de 40 % en un an ! « *On commence à voir la vie en rose* » dit Martine Aubry !

Et la situation a évidemment ses répercussions sur la situation de ceux qui travaillent. Il y a déjà tous ceux qui n'ont plus qu'un travail à temps partiel non choisi, ceux qui n'ont plus qu'un statut précaire – intérimaires, CDD ou « emplois-jeunes ». Autrement dit, qui n'ont pas un vrai salaire. Et l'extension de la précarisation s'accompagne pour tous, dans tous les secteurs, de l'aggravation des conditions de travail. Encore une fois avec l'aide financière et juridique de l'Etat.

En particulier de la prétendue loi des 35 heures dont la dernière mouture vient en seconde lecture au parlement, et pousse le bouchon au maximum pour laisser les mains libres aux patrons, y compris de ne plus payer le temps d'habillage en temps de travail. Et voilà ce à quoi l'écrasante majorité des députés dits de gauche renouvellera son approbation alors que l'écrasante majorité des travailleurs, sur le terrain, exprime son opposition ! Y compris par des débrayages et des grèves.

On voit aussi des luttes dans les services publics, tout particulièrement les transports et les hôpitaux, où la politique gouvernementale vise à supprimer des emplois.

Ces luttes auraient certainement une autre ampleur si ceux qui les animent, les dirigent bien souvent, militants syndicaux dont tout particulièrement de la CGT, liés à la politique du PC, voire du PS, n'avaient pas les ailes rognées du fait de la solidarité de leurs directions avec la politique gouvernementale.

Reste qu'à l'appel de la plupart des associations de chômeurs (sauf les comités CGT dont on se demande bien pourquoi ils ne saisissent pas l'occasion et appellent pour leur part le 14 décembre !) et de partis politiques qui avaient déjà appelé à manifester contre le chômage le 16 octobre (Parti communiste, Lutte Ouvrière, Ligue Communiste Révolutionnaire), nous devons être nombreux dans la rue le samedi 11 décembre prochain.

Si Martine Aubry a versé une aumône, c'est pour tenter de désamorcer la colère qui gronde. Ce n'est rien en soi, mais c'est le signe que le gouvernement n'est pas rassuré.

Tous ensemble, il faut demander avec les associations de chômeurs l'augmentation de 1 500 F des minima sociaux. Ce serait la moindre des choses. Mais tous ensemble, il faut aussi et surtout empêcher que patrons et Etat continuent à fabriquer des chômeurs à la pelle, leur imposer un plan de mesures radicales qui mettront fin au chômage, et déjà l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits et l'embauche dans les services publics.

Le succès de la manifestation de samedi prochain doit être une étape de la mobilisation ouvrière.

Michelle VERDIER

Le numéro 6 de Convergences révolutionnaires est paru

Le numéro de novembre-décembre de la revue *Convergences Révolutionnaires* éditée par la Fraction *L'Etincelle* de Lutte Ouvrière et la Tendance *Révolution !* de la Ligue Communiste Révolutionnaire est paru. Au sommaire un dossier sur les « réformes de l'austérité : Sécurité sociale, hôpitaux, santé », des articles sur les manifestations du 16 octobre et du 11 décembre, la politique du PCF, des syndicats et de l'extrême gauche.

Pour se procurer ce numéro (10 F) ou s'abonner (6 numéros 60 F, abonnement de soutien 100 F), écrire à *Lutte Ouvrière*, Fraction *l'Etincelle*.

Leur société

CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE... ET DES ILLUSIONS

« *Conjoncture économique exceptionnelle* », « *record de croissance* », « *baisse du chômage* », voilà en ce moment le leitmotiv des médias. C'est tout juste si l'on ne nous dit pas que la crise n'est plus qu'un mauvais souvenir.

Sans doute, certains secteurs connaissent une activité plus importante que par le passé. C'est en particulier le cas du secteur informatique et électronique, dont les gadgets multiples, allant des ordinateurs aux téléphones portables, se vendent apparemment bien. Il y aurait aussi l'automobile, qui verrait ses ventes augmenter, le bâtiment, etc. Il n'en faut pas plus à tous les laudateurs du système pour évoquer déjà la prospérité enfin retrouvée.

Dans ce système capitaliste complètement irrationnel, on ne peut pas vraiment savoir comment les choses vont évoluer, et les « experts » ne le savent pas plus que les autres. Et, « prospérité » ou pas, si le chômage est en baisse, c'est surtout dans les chiffres, que les gouvernements parviennent à diminuer à coups de manipulations grossières.

En fait les plans de licenciements continuent à se succéder un peu partout dans tous les pays riches. En France, selon les estimations, le nombre réel de chômeurs reste de l'ordre de 4,5 millions. Quant aux emplois créés, ce sont avant tout des emplois précaires, en intérim ou en contrats à durée déterminée, ou des emplois à temps partiel, sous-payés. Il y a ainsi 3,2 millions de salariés qui travaillent pour un salaire inférieur au SMIC. Pour ceux qui ont un emploi stable, ce sont les conditions de travail qui empirent : flexibilité, annualisation et baisse des rémunérations.

Dans une telle situation, il est clair que la dégradation générale des conditions d'existence de la majorité de la population ne peut que continuer. Alors, quoi qu'en disent les spécialistes qui sont surtout ceux de la méthode Coué, un tel contexte ne paraît pas favorable à un redémarrage durable de l'économie.

Des reprises momentanées, il y en a eu tout au long des 25 années de ce que depuis 1973 on appelle la crise. A chaque fois, on nous a chanté les mêmes refrains sur le mode « ça y est, cette fois c'est reparti ». Début septembre 1987 par exemple, voici ce que pouvait écrire un éditorialiste du journal *Le Monde* : « *L'Amérique n'a probablement pas connu depuis de nombreuses années une prospérité aussi grande. Démentant tous les pronostics, les consommateurs achètent, et achètent beaucoup, les entreprises font des profits confortables, parfois énormes, l'inflation qui relevait la tête pendant les premiers mois de l'année s'est calmée, et surtout on est en train de redécouvrir un phénomène que l'on croyait disparu pour longtemps encore : il est de nouveau question d'une pénurie de main-d'œuvre.* » C'était deux mois avant qu'un krach brutal fasse chuter toutes les Bourses du monde, provoque « l'évaporation » de plus de 2 000 milliards de dollars, et entraîne une nouvelle période de marasme.

En ce moment, c'est l'euphorie sur toutes les Bourses. A Paris, le fameux CAC 40 (qui regroupe les cotations des actions d'une quarantaine de sociétés importantes cotées à Paris) bat tous les jours des records historiques. Les entreprises elles aussi annoncent bénéfices sur bénéfices (en même temps, la plupart du temps, qu'elles annoncent des plans de licenciements). De ce point de vue, la prospérité retrouvée, c'est bien celle de ces financiers, qui ne l'ont d'ailleurs jamais perdue. Mais cela se fait au prix de l'appauvrissement de tout le reste de la société. Et si, demain, cette frénésie spéculative se termine par un nouveau krach aux conséquences totalement imprévisibles, c'est encore vers les populations qu'ils se tourneront pour leur faire payer l'addition.

Paul BARRAL

AFP

Des chômeurs manifestent le 30 novembre à Marseille. Ils ne sont peut-être pas au courant que l'économie va mieux ?

LA SECONDE LOI AUBRY VOTÉE AU PARLEMENT...

mais pas pour les travailleurs dans les entreprises

La «deuxième loi» Aubry sur les 35 heures vient d'être adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, après avoir transité, selon le rituel institutionnel, par le Sénat. Des députés, et en particulier ceux du PCF, avaient clamé haut et fort qu'ils ne considéraient pas le projet satisfaisant, répétant à qui voulait l'entendre qu'ils feraient tout pour l'améliorer lorsqu'elle reviendrait devant l'Assemblée nationale.

Mais les réserves qu'ils faisaient portaient sur des détails secondaires, qui ne remettaient pas en cause ce qui constitue le noyau antiouvrier de cette loi : à savoir l'officialisation de la flexibilité, de l'annualisation qui permettent aux patrons de moduler à leur gré les horaires, de n'avoir plus à payer de majoration pour les heures supplémentaires, et cela sans même que les horaires hebdomadaires auxquels seront astreints les salariés soient obligatoirement allégés, lorsque les impératifs de la production l'exigeront. A savoir aussi que la mise en oeuvre de cette loi serait négociée branche par branche, voire au niveau des entreprises, ce qui, en parcellisant de la sorte la classe ouvrière, renforce les patrons dans les négociations. Voilà pour le volet concernant le monde du travail.

Celui concernant le patronat est beaucoup plus rose. Les patrons recevront des milliards supplémentaires sans même avoir l'obligation -même sur le papier- de procéder à des embauches.

Il est vrai que cette loi, dans la pratique, n'était pas destinée à assurer des embauches nouvelles, puisque, dans son principe même, elle est destinée à permettre aux patrons de rationaliser l'utilisation de leurs salariés. Mais Aubry et Jospin n'ont même pas fait semblant d'imposer aux patrons la moindre contrainte en contrepartie des milliards qu'ils recevront.

Les députés du PCF, à l'exception de trois d'entre eux qui se sont abstenus, ont voté le texte proposé par Aubry, dans lequel ils trouvent, selon *L'Humanité* du 8 décembre, des «*avancées appréciables*». Oubliées les rodomontades entendues au lendemain du vote en première lecture de la loi Aubry. Mais à vrai dire cet «oubli» n'est pas une surprise.

Sauf que, dans le pays, les multiples grèves que suscite la mise en place, anticipée, des 35 heures, montrent que nombreux sont les travailleurs qui ne trouvent pas, à juste titre, que cette loi soit «*une avancée appréciable*» pour eux et qui entendent le dire aujourd'hui par la grève. C'est une façon, bien meilleure, de voter contre la loi Aubry.

Jean-Pierre VIAL

L'arnaque de la loi Aubry au Parlement

Le vote de la « seconde loi Aubry » entérine l'arnaque des 35 heures. Selon les chiffres officiels, les accords déjà signés à la date du 24 novembre concernaient 2, 42 millions de salariés.

À supposer qu'ils étaient tous à 39 heures (en réalité souvent bien plus), il aurait fallu créer 276 000 emplois pour compenser le passage à 35 heures. Or, officiellement, il n'y en avait que 137 000 (moitié moins) créés, en instance de création ou... préservés.

CONSEIL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

Les états généraux de l'emploi : une opération de charme de plus en direction du MEDEF

L'exécutif de la gauche plurielle du Conseil régional d'Ile-de-France, sous la présidence de J.P. Huchon, PS – et en particulier le PCF – avait présenté depuis plusieurs mois la tenue, à venir, des états généraux de l'emploi comme une initiative «majeure» et une démonstration de ce que, selon eux, pouvait représenter une politique de gauche en matière d'emploi.

Après des semaines de réunions, où tous les groupes politiques ont été invités (sauf les élus de Lutte Ouvière qui, à trois, ne sont pas reconnus comme un groupe), de travaux préparatoires par thèmes (les présidences de trois de ces rapports sur sept ont été confiées à la droite), une conférence finale a eu lieu vendredi 3 décembre, dans une salle de spectacle de la Cité de la Science, Porte de la Villette.

Sur la scène ce fut la cohabitation entre les élus de la gauche plurielle et la droite tandis qu'au milieu trônaient les représentants du MEDEF (leurs partisans largement représentés dans le public étaient venus faire la claque). Quelques syndicalistes et représentants d'associations de chômeurs ont été invités et, pour mener les débats, des présentateurs vedettes de la télé pour faire bonne mesure.

Et l'emploi dans tout cela ? Les représentants des chômeurs ont eu beau dénoncer l'aggravation de leurs conditions, les élus en ont tiré argument pour conclure que les patrons ne sont pas assez bien informés des aides dont la Région est pourtant bien décidée à les faire profiter.

Et de répéter des lieux communs du genre : il est normal d'aider les PME-PMI car ce sont elles qui créent de l'emploi.

Au fil des heures qui passaient, plus les représentants de la gauche multipliaient des déclarations de bonnes intentions vis-à-vis des patrons, plus ces derniers se plaignaient de la fiscalité qui les écrase et des contrats de travail en CDI qui les empêchent de se débarrasser des travailleurs à leur gré.

Le consensus vis-à-vis de la droite était tel que l'un des invités, l'ancien ministre du gouvernement Juppé, Eric Raoult, n'hésita pas à déclarer que la politique de la majorité de gauche du Conseil régional concernant l'emploi n'était pas plus mal que celle menée par la droite en son temps.

Cerise sur le gâteau, le vice-président (PCF) du Conseil régional clôtura une de ses interventions par l'annonce de la création prochaine d'un organisme financier satellite de la Région destiné à financer encore plus rapidement les chefs d'entreprise (la Région distribue d'ores et déjà 400 millions de francs au patronat sous la rubrique « développement économique » et a l'intention d'accroître cette somme).

Plutôt que de financer directement lui-même des emplois dans les lycées, dans les transports, dans la réhabilitation des quartiers, la majorité du CRIF préfère aider le patronat. Sa politique est bien à l'image de celle du gouvernement.

LES ÉLEVEURS DE VOLAILLES REFUSENT DE SE LAISSER PLUMER

Venus des départements bretons (l'essentiel des élevages porcins et des producteurs de volailles étant concentré en Bretagne), les agriculteurs étaient plus d'un millier, lundi 6 décembre, devant le ministère de l'Economie et des Finances, à Paris, pour exprimer leur colère et revendiquer une aide. Accueillis par une barrière de CRS contre lesquels ils ont lâché des sacs de plumes accompagnés de quelques volatiles (histoire d'envoyer «*poulets contre poulets*» ont précisé certains manifestants...), ils sont repartis avec quelques engagements de la part du ministre de l'Agriculture, Jean Glavany.

Ils n'auront donc pas fait le voyage complètement pour rien, même s'il reste à vérifier si les promesses d'un ministre se traduiront bien par des actes.

Victimes de la chute continue des cours de la viande de porc et de l'effondrement du marché de la volaille, et des poulets en particulier, les agriculteurs refusent la baisse insupportable de leurs revenus, un surendettement croissant quand ils ne sont pas acculés à la faillite, la ruine de leurs moyens de vivre. Ils réclament donc au gouvernement des aides qui leur garantissent un revenu minimum. Si les producteurs de porcs n'ont encore rien obtenu de concret, le ministre a annoncé aux producteurs de volailles des aides d'urgence qui devraient être débloquées d'ici quelques jours, des facilités de paiement de leurs impôts et cotisations sociales pour l'année à venir ainsi qu'un «plan d'adaptation» censé les prémunir contre les crises futures. Pour enrayer la baisse des prix des volailles sur les marchés de gros, des mesures de soutien ainsi que des subventions aux exportations sont également envisagées.

Certes, aucune de ces dispositions, à supposer qu'elles soient réellement et rapidement mises en place, ne pourra résoudre les problèmes auxquels se trouvent confrontés bien des producteurs de volailles (et de porcs d'ailleurs, pour lesquels il est estimé qu'une aide de 150 millions serait urgente et nécessaire afin d'empêcher les exploitations les plus fragiles de devoir mettre définitivement la clé sous la porte). Car ces difficultés sont liées à l'anarchie du fonctionnement de l'agriculture capitaliste et à la gabegie qu'engendre le marché. Une abondante production de porcs et de volailles peut ainsi déclencher une véritable catastrophe pour les éleveurs, qui n'arrivent plus à vendre les animaux à un prix qui leur permette de couvrir les frais de production et de vivre correctement. Et cela tandis que le consommateur d'ici continue de payer la viande au même prix, dans les magasins, et surtout, tandis que des millions d'hommes et de femmes souffrent de pénurie et d'insuffisance alimentaire dans la plupart des pays de la planète.

Mais si les problèmes des producteurs de porcs, des éleveurs de volailles, sans parler des autres catégories d'agriculteurs, sont donc loin d'être résolus par les dispositions annoncées, au moins, ils auront montré qu'en tapant du poing sur la table, en descendant dans la rue, en manifestant sous le nez des CRS et devant les préfectures des villes comme Vannes, Saint-Brieuc, Rennes, voire en s'installant sous les fenêtres du ministère parisien, il était possible de rendre ce gouvernement prétendument socialiste un peu moins sourd aux revendications de ceux qui travaillent.

Lucienne PLAIN

Russie

A la veille des élections légis

UNE CAMPAGNE MILITARO-ÉLECTORALE

Des élections législatives vont se tenir en Russie, le 19 décembre. Il y a quelques mois à peine, elles étaient regardées de toutes parts comme une catastrophe annoncée pour le Kremlin ; aujourd'hui, du fait de la guerre en Tchétchénie, la situation s'est modifiée en sa faveur. Les hommes au pouvoir ont si peu à se plaindre d'une guerre qu'ils mènent sans merci que tout donne à penser qu'ils l'ont déclenchée tout exprès.

Que leur importent les morts, les destructions sans nombre, puisque le fracas des bombes a fait taire leur opposition ? Celle-ci, des prétendus « communistes » à l'extrême droite et aux « démocrates », s'est ralliée comme un seul homme aux va-t-en-guerre du Kremlin.

En mai, la Douma (le Parlement) avait lancé le processus de destitution d'Eltsine, qu'elle accusait d'avoir déclenché la guerre de 1994-1996 en Tchétchénie ; maintenant, elle ovationne ses généraux. La presse est, elle, à de rares exceptions, le petit doigt sur la couture du pantalon devant les galonnés.

Des bombes comme programme

Dans ce chœur belliciste unanime parmi le personnel politique et de service de la bureaucratie russe, il n'y a rien d'étonnant à ce que le chef d'orchestre, le récemment nommé Premier ministre et dauphin désigné d'Eltsine, Poutine, surfe dans les sondages.

Inconnu il y a peu encore, il passe désormais pour le probable vainqueur de la présidentielle de juin. Il y devancerait largement des rivaux alignés sur sa politique qui se résume à mettre la Tchétchénie à feu et à sang. Et dans une Russie où le pouvoir central étale sa faiblesse depuis l'éclatement de l'URSS, Poutine bénéficie actuellement de l'image d'« homme fort » que lui donne la guerre. Cela vis-à-vis des chefs des partis de la bureaucratie qui, depuis des années, en appellent à l'instauration d'un régime fort, mais aussi vis-à-vis de larges pans d'une population plus que lasse d'une situation de chaos politique qu'elle associe à l'effondrement de son niveau de vie et à la corruption effrénée de ses dirigeants.

A la veille de la présidentielle de 1996, déjà, Eltsine avait relancé la guerre en Tchétchénie. Il espérait ainsi se donner la stature d'un « homme fort ». Ses troupes avaient repris Grozny mais il était bien vite apparu que, pour tenir le terrain, il fallait des hommes et que, chaque jour, il en tombait dans des embuscades. Plus le temps passait, plus le sentiment anti-guerre de la population russe augmentait et plus il menaçait de jouer contre Eltsine. Celui-ci n'avait vu comme seul moyen de garder une chance d'être réélu que de signer un traité de paix avec la Tchétchénie.

Rien ne dit que, d'ici l'élection présidentielle de juin 2000, Poutine (ou le successeur qu'Eltsine lui aura trouvé s'il lui fait trop d'ombre) ne s'enlisera pas, lui aussi, dans le bourbier tchétchène. Même si Grozny tombe, les indépendantistes disposent de bases dans le sud montagneux et difficilement contrôlable de la Tchétchénie, d'où ils peuvent lancer des opérations de guérilla sur les troupes que le Kremlin devra laisser dans le nord. Mais, pour l'instant, il lui a suffi de s'appuyer sur son aviation et son artillerie sans trop avoir à engager d'infanterie. Il a ainsi limité ses pertes et réussi, pour le moment, à ne pas trop s'aliéner l'opinion publique russe.

Le poison du nationalisme

C'est dans ce contexte que va se tenir le scrutin du 19 décembre où, avant la guerre, tous les pronostics donnaient les candidats du Kremlin battus à plate couture. La presse et les blocs électoraux de l'opposition officielle se taisent, eux qui avaient escompté capitaliser la haine de la population contre le pouvoir en révélant ses turpitudes et les énormes détournements de fonds dans lesquels s'est enrichi le clan eltsinien. En menant une « *campagne militaro-électorale* », comme titrait l'hebdomadaire *Moskovskie Novosti*, celui-ci a rallié les autres clans de la bureaucratie et leur a coupé l'herbe sous le pied.

Cela lui sauvera-t-il la mise dans la perspective de la présidentielle de juin si, après le départ d'Eltsine, il réussit à maintenir un homme à lui au Kremlin ? Mais même si l'opposition réobtenait la majorité à la Douma en décembre, et même

— APRÈS DEUX MOIS DE GUERRE EN

Pour une fois, ces avions-là ne déversaient pas des bombes sur Grozny mais des tracts. Rédigés par le commandement russe, ils donnaient cinq jours aux civils pour quitter la capitale de la Tchétchénie indépendantiste. Passé ce délai, « *ceux qui resteront* [...] *seront considérés comme des terroristes et seront anéantis par l'artillerie et l'aviation. Tous ceux qui n'auront pas quitté la ville seront tués* ».

Grozny serait désormais encerclée, tandis que l'armée russe contrôle la moitié nord du pays. Nombre de villes et bourgades ont déjà été reprises, souvent après avoir été rasées par les canons et avions russes. Dans les régions non occupées par les forces russes, les bombardements sont à ce point incessants que la population tente de survivre en se terrant dans les caves. Quant à ceux qui en sortent, pour manger ou pour fuir le pays, leur sort n'est guère plus enviable. On ne compte plus les convois de civils pris pour cible par l'armée russe, sans parler de ceux qu'elle rançonne quand ils atteignent la frontière.

On estime que la moitié de ses habitants auraient quitté la Tchétchénie, principalement pour l'Ingouchie voisine, où les réfugiés s'entassent dans des camps de fortune. Ce flot humain est tel que la République ingouche, une des plus pauvres de la fédération de Russie, compte presque autant de réfugiés sur son sol que d'habitants du cru et ferme périodiquement sa frontière pour tenter d'obtenir quelque aide du gouvernement fédéral russe.

L'hypocrisie des dirigeants occidentaux

Il y a deux semaines, déjà, le représentant d'Eltsine en Tchétchénie « libérée » avait annoncé qu'il laissait un corridor ouvert par lequel les non-combattants pourraient quitter Grozny. Vendredi 3 décembre, un convoi de civils empruntant ce corridor a été mitraillé à bout portant : on a relevé 50 morts et 10 blessés. L'ultimatum du 11 décembre, accompagné d'une promesse de vie sauve pour ceux qui quitteraient Grozny, est de la même eau.

En fait, l'annonce régulière de l'ouverture de prétendues portes de sortie est moins destinée à ceux que l'armée russe pilonne jour après jour qu'à couvrir, par avance, les exactions des militaires russes face à l'opinion publique internationale.

Au récent sommet de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) d'Istanbul, les dirigeants occidentaux avaient fait semblant de s'émouvoir de la guerre en Tchétchénie. Mais ils ont à nouveau donné acte à Eltsine qu'il s'agirait d'une « *affaire intérieure* », en vertu de quoi ils lui laissent carte blanche, à lui et à ses généraux. Et alors que cette seconde guerre de Tchétchénie en cinq ans avait déjà fait des milliers de victimes, fin octobre, c'est à Moscou que les Etats du G8 (les sept plus riches pays au monde plus la Russie) se sont réunis, apportant ainsi, selon un diplomate, leur « *soutien moral* » au Kremlin.

En échange, les dirigeants occidentaux aimeraient seulement que le Kremlin y mette les formes. Par exemple, en couvrant le bruit des bombes sous des propos « humanitaires », comme les chefs de l'OTAN au printemps, quand ils détruisaient systématiquement la Serbie. Pour y inciter le Kremlin, les Etats occidentaux ont retardé le versement de la seconde tranche du prêt que lui a promis le FMI. Une mesure pour la galerie car, avec la remontée des cours du pétrole, la Russie, qui en exporte, a un besoin moins urgent de ce prêt. Et l'Occident le sait bien.

Et à hypocrite, hypocrite et demi : le Kremlin rappelle le cynisme drapé de bonne conscience de l'OTAN dans sa guerre contre la Serbie, ou les raids continus des USA et de l'Angleterre contre la population irakienne, dont la presse occidentale se moque comme de son premier mensonge journalistique.

En même temps, le Kremlin fait aussi des « gestes », comme avec ce prétendu corridor humanitaire de Grozny. Et, quitte à chanter l'air de l'Occident, il en fait des tonnes. Le 30 novembre, le quotidien Izvestia titrait : « *Attentats en Russie, l'enquête s'oriente sur Ben Laden* ». Les autorités russes n'ont évidemment trouvé aucun des « terroristes tchétchènes » qu'elles avaient, en août et septembre, accusés aussitôt et sans preuves d'avoir commis des attentats où 293 personnes avaient trouvé la mort,

Un soldat russe « embarque » un Tchétch

latives

Poutine (à droite) et Eltsine les yeux dans les yeux. Le dauphin de l'actuel président espère parvenir au pouvoir grâce à la guerre tchétchène.

AFP

si un représentant d'un autre clan dirigeant finissait par l'emporter en juin, la population russe, pour ne rien dire de celle de Tchétchénie, n'a pas fini de faire les frais de la situation actuelle.

Car si cette guerre montre une chose, c'est bien que tous les partis de la bureaucratie se valent : ils ont beau se battre pour le pouvoir et les avantages qu'il confère, ils ne conçoivent ce pouvoir qu'exercé contre les peuples, y compris ce peuple russe qu'ils invoquent à tout propos.

C'est la population tout entière qui risque d'être la grande perdante de leur « campagne ». Elle va en payer le coût, d'abord financier car le pays est ruiné, mais aussi politique et humain. Car si la « Famille » (le clan eltsinien) voit dans cette guerre une planche de salut pour elle-même, c'est toute la bureaucratie qui y trouve son compte, en ce sens qu'elle détourne l'attention de la population, et d'abord de la classe ouvrière, des véritables responsables de son appauvrissement, les bureaucrates qui pillent le pays.

Et puis, la guerre de la bureaucratie menace d'infecter toute la vie sociale en y répandant le virus du « *patriotisme (qui) doit être l'armature de notre nouvelle idéologie* », comme dit Poutine. Dans les régions peuplées de Russes, mais aussi dans celles non russes de la Fédération, où le désespoir de ceux qui ont tout perdu et la haine pour un régime de massacreurs seront les meilleurs agents recruteurs des forces les plus réactionnaires, intégristes et nationalistes de tout poil.

Pierre LAFFITTE

TCHÉTCHÉNIE –

notamment à Moscou, attentats ayant servi de prétexte à leur intervention armée en Tchétchénie. Mais qu'à cela ne tienne, ces mêmes autorités désignent maintenant un islamiste, allié aux taliban afghans, qui a revendiqué des attentats contre des ambassades américaines ! Voilà les grosses ficelles censées amener l'opinion publique occidentale à se montrer aussi complaisante que ses dirigeants.

P.L.

ne capturé...

AFP

Kosovo

CONFIRMATION D'APRÈS (ET D'AVANT) MASSACRES

Au Kosovo, « *les exécutions sommaires et arbitraires sont devenues un phénomène généralisé avec le début de la campagne aérienne de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie dans la nuit du 24 au 25 mars. Jusqu'à cette date, l'attention des forces militaires et paramilitaires yougoslaves et serbes était généralement portée vers des zones du Kosovo où transitaient les forces de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) et là où l'UCK avait ses bases* ».

Ces lignes sont extraites d'un rapport que l'OCSE (Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe) vient de publier. Elles confirment ce que l'on pouvait prévoir, à savoir que la prétendue intervention humanitaire de l'OTAN ne pouvait qu'apporter de l'eau au moulin des nationalistes et paramilitaires du sinistre régime de Milosevic, et précipiter ainsi la population albano-kosovare sous leurs coups au nom de l'ignoble « épuration ethnique ».

Cela, à l'époque, bien peu le dénonçaient, alors que les puissances de l'OTAN, et la presse occidentale qui faisait chorus, prétendaient venir au secours des Albano-Kosovars.

On connaît le résultat. Le rapport de l'OSCE peut, maintenant, accumuler les témoignages effroyables sur les crimes commis contre les populations albanaises du Kosovo par les tueurs de Milosevic. Il peut aussi expliquer que dans un Kosovo dominé maintenant par l'UCK, et sous « protectorat » de l'OTAN, les populations serbe et tzigane sont victimes d'une « épuration ethnique » à rebours pas moins ignoble.

Mais ce que ne dit pas ce rapport, c'est la responsabilité écrasante des puissances prétendument démocratiques et civilisées, de l'impérialisme, dans la spirale des massacres, des haines nationales attisées où ils ont enfoncé les peuples des Balkans. Car cela, c'est le fruit pourri de leur soutien à l'éclatement de la Yougoslavie avec la cascade de guerres que cela a provoquées, et risque encore de provoquer, dans cette région d'Europe. Quant à leurs prétendus règlements pacifiques de ces guerres, on le voit au Kosovo, outre qu'ils plongent les peuples dans un dénuement accru, ils servent de couverture à de nouvelles effusions de sang.

P. L.

France-Yougoslavie

LES TUEURS ET LEURS COMMANDITAIRES

Arrestation à Belgrade de cinq Serbes accusés d'être des agents de la France et d'avoir comploté pour assassiner Milosevic après avoir, de la Bosnie au Kosovo, fait partie des sinistres « épurateurs ethniques »... Quand la nouvelle a paru dans la presse d'ici, celle-ci a présenté la chose comme fantaisiste. Qu'en Serbie cela serve à tenter de resserrer les rangs derrière Milosevic, c'est probable. Que les services spéciaux français ne soient pas impliqués, rien n'est moins sûr.

Car, au fil des jours, les détails se sont précisés, les identités des barbouzes aussi. A commencer par celle de leur chef, un certain Jugoslav Petrusic, alias « Dominic Yougo », homme des services secrets français d'origine serbe et, entre autres, envoyé par des services spéciaux français comme colonel de mercenaires au Zaïre pour y appuyer « notre ami le dictateur » Mobutu.

Depuis, des journalistes ont rapporté avoir rencontré cet individu sur les lieux de ses « exploits » africains et ont raconté comment il affichait ses soutiens en haut lieu, au ministère de l'Intérieur notamment.

Les autorités françaises, qui nient – évidemment – avoir voulu assassiner Milosevic, ont tout de même dû reconnaître que l'homme avait la nationalité française et qu'elles avaient pu l'employer à l'occasion.

Assassin au service des nationalistes serbes en Bosnie et au Kosovo, mercenaire – c'est un synonyme – au service de la France et de ses alliés dictateurs en Afrique, qui prétendra y voir une contradiction ?

AH DIEU ! QUE LA GUERRE EST JOLIE...

Bouygues vient de se voir confier la construction de l'autoroute Sarajevo-Zenica, en Bosnie. Coût de l'opération : 1,8 milliard de francs.

Après la guerre vient le temps des bonnes affaires pour le bétonneur français. Dans cette fédération croato-musulmane, on pourra même dire : on nous fait croire qu'on se battait pour la nation, mais en fait on se battait pour les marchands de béton.

Cour de récréation dans un collège de Saint-Denis

L.P Moulin-Fondu Noisy-le-sec Seine-St-Denis

CONTRE LA VIOLENCE, GRÈVE POUR DES MOYENS SUFFISANTS

Au LP Moulin-Fondu de Noisy-le-Sec, la montée du climat de violence était perceptible depuis des semaines : tags, crachats, extincteurs vidés, urine tous les jours dans les couloirs, vitres et matériel brisés, etc. Le travail du personnel d'entretien était de plus en plus éprouvant, de même pour les professeurs et les surveillants.

Ceux-ci sont de plus en plus souvent agressés par des jeunes, du lycée ou de l'extérieur, se promenant librement en son sein : vols de clés, de portefeuilles pendant les cours, crachats et œufs projetés dans le dos des enseignants, menaces de mort par téléphone, agression physique à coups de boulons, professeurs menacés dont le garagiste découvre que les écrous de fixation de leurs roues de voiture ont été dévissés, etc.

Mardi 30 novembre, quatre jeunes ont pénétré dans une classe et commencé à s'attaquer à un des élèves à coups d'extincteur. Un professeur s'interposa et fut frappé. L'élève sortit un revolver pour tenir à distance ses quatre agresseurs. Il tentera ensuite de faire disparaître l'arme. Les surveillants seront menacés et l'un d'eux verra sa voiture fracturée en représailles.

Ce n'était pas le premier règlement de comptes entre bandes des cités qui s'affrontent à la sortie et dans le lycée depuis des semaines, et même des années. Il y a quatre ans, un surveillant avait été très gravement blessé par un élève armé d'un fusil.

Cette fois-ci, le personnel du lycée s'est mis en grève pour réclamer de véritables moyens pour tenter de limiter cette violence. Bien sûr, celle-ci est due à la dégradation des conditions de vie dans les cités où vivent les élèves : le chômage, la misère, le désespoir et la délinquance y progressent. Mais la position des responsables du rectorat, qui nous demandent de prendre en charge tous ces problèmes au sein de nos salles de cours, est inacceptable.

Sans moyens supplémentaires, avec de plus en plus de personnel en situation précaire, de très nombreux enseignants nommés dans cet établissement difficile pour un premier poste, il faudrait faire semblant de faire cours, gardienner les jeunes, et éviter ainsi qu'ils sèment le désordre à l'extérieur. C'est inacceptable.

Pour accroître le nombre d'adultes encadrant les élèves, le personnel réclame le dédoublement d'une quinzaine de classes, la multiplication par deux du nombre de surveillants, et le classement de l'établissement en zone d'éducation prioritaire (ZEP). C'est pour l'obtenir que nous nous sommes mis en grève reconductible et sommes allés au rectorat avec les élèves et les enseignants du lycée voisin, en grève pour les mêmes raisons. Après une semaine de grève, de visites à la mairie, au rectorat et au ministère, nous avons déjà obtenu une partie de ce que nous revendiquons : plusieurs postes supplémentaires de professeurs, de surveillants et d'emplois-jeunes. Cela nous encourage dans notre détermination. Nos revendications sont légitimes et leur acceptation toujours plus urgente : à proximité de notre établissement, la grève a rebondi mardi 7 décembre au collège et lycée Olympe-de-Gouges, à la suite d'une nouvelle agression physique contre un enseignant !

Lycée Professionnel Montaigne Amiens – Somme

ÇA A EXPLOSÉ

Jeudi 2 décembre à Amiens, la situation dégénérait entre les jeunes du quartier du Pigeonnier et la police. Une partie de la nuit, ceux-ci se sont affrontés, échangeant bombes lacrymogènes et bouteilles incendiaires. De nombreux CRS, des pompiers, un hélicoptère étaient mobilisés. Plusieurs voitures ont été incendiées.

A l'origine de ces incidents, un règlement de comptes : le soir précédent, une dizaine de jeunes armés de battes de base-ball et de marteaux ont pénétré dans le dortoir du lycée professionnel Montaigne. Ils y ont blessé l'élève qu'ils recherchaient. Le lendemain, le règlement de comptes se poursuivait et une bande s'en prenait violemment aux voitures stationnées dans l'enceinte du lycée.

Dans ce quartier pauvre d'Amiens, l'intervention de la police a mis le feu aux poudres. Si les multiples barres de béton qui constituent l'essentiel du paysage du quartier ont été repeintes, les conditions de vie de ceux qui sont à l'intérieur n'ont fait que se dégrader ces dernières années. Le taux de chômage, toujours proche de 14 % à Amiens, est bien plus important dans ce quartier, l'un des plus pauvres du département. Et les jeunes, essentiellement des jeunes beurs, ont bien du mal à trouver du travail. Isolé du centre-ville, le quartier manque cruellement d'équipements de loisirs, de lieux de rencontre.

Les journalistes et les politiciens locaux ont fait mine de ne pas comprendre les raisons d'une telle explosion de violence de la jeunesse. Et pourtant, ce sont ces derniers qui votent régulièrement l'allocation de crédits publics pour l'embellissement du centre-ville commerçant et pour les établissements privés qui s'y trouvent. Les quartiers nord de la ville et leurs écoles souffrent, eux, depuis bien longtemps de moyens insuffisants. Alors il n'y a pas de quoi s'étonner du résultat.

Nos lecteurs écrivent

LA FLEXIBILITÉ AU COLLÈGE !

Chers camarades,

Vous trouverez ci-joint une lettre adressée par les élus FCPE aux parents d'élèves de quinze communes du Var. Elle les informe sur la situation qui attend les élèves pour la prochaine rentrée.

Pour parer à l'augmentation des effectifs – 850 élèves dans un collège de 600 places – les dispositions suivantes seront appliquées :

- Les enfants seront divisés en plusieurs groupes et seront obligés, par conséquent, d'aller en classe six jours sur sept, ce qui augmentera d'autant leur temps de transport

- Il sera construit un abri qui permettra aux élèves de faire la queue au restaurant scolaire, même par temps de pluie (à l'heure actuelle, les élèves de 3e accèdent à la cantine seulement à 13 h 50 alors que les cours reprennent à 14 heures).

- Il est demandé aux parents d'orienter leurs enfants vers d'autres établissements, ce qui paraît plus que difficile à mettre en œuvre étant donné la saturation des effectifs des établissements voisins.

- Il est évident que de telles conditions nuiront à leur scolarité.

En fait, un nouveau collège devrait être construit depuis longtemps à Vinon-sur-Verdon, mais les travaux n'ont toujours pas commencé à ce jour. Il faut dire que l'enveloppe budgétaire consacrée à cette construction par le Conseil Général du Var est identique à celle qui a été utilisée pour une construction, du même type, il y a six ans. Résultat, à ce jour, toutes les entreprises de construction ont décliné l'appel d'offres ou sont hors budget. Or, dans la même période, des millions de francs ont été distribués aux entreprises qui s'installent dans le Var par les élus de la majorité UDF-RPR avec la bienveillance de l'opposition PS-PCF.

Des personnes qui ne sont pas capables de satisfaire des besoins élémentaires comme l'éducation ne sont pas dignes du titre d'élus du peuple. Il est grand temps de le leur faire savoir. D'ailleurs, nous envisageons une manifestation le 15 décembre devant le Conseil Général du Var.

Salutations fraternelles

M. B. (La Verdière)

Hôpitaux de la région parisienne

LA GRÈVE S'ÉTEND CONTRE LE MANQUE D'EFFECTIFS

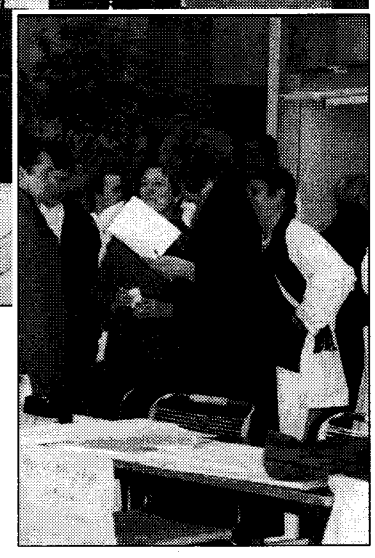
Un rassemblement était prévu jeudi 9 décembre, à 11 heures devant le ministère de la Santé à Paris.

L'appel a été diffusé principalement par les grévistes de l'hôpital Saint-Louis. Des appels intersyndicaux ont été faits dans plusieurs hôpitaux, notamment à Saint-Antoine où la grève des Urgences (voir LO 1637) s'accompagne de débrayages dans tout l'hôpital.

A l'hôpital Robert-Debré, lundi 6, une assemblée a réuni 200 personnes de toutes catégories, y compris de l'encadrement, qui ont voté la grève pour le jeudi 9, dans le même esprit de ras-le-bol qu'à Saint-Louis, contre le manque de personnel, le déplacement au jour le jour d'un service à l'autre, d'une équipe à l'autre et l'impossibilité de soigner les malades dans de bonnes conditions. Le mécontentement s'étend dans les hôpitaux, où le personnel en a plus qu'assez d'une situation devenue intenable à force de réductions d'effectifs et de restrictions budgétaires.

Assemblée générale de l'hôpital Saint-Louis du 3 décembre en la présence d'Arlette Laguiller, venue soutenir les gévistes.

LO



LO

Hôpital Saint-Louis
AP-HP Paris

EN GRÈVE DEPUIS 17 JOURS, LE PERSONNEL APPELLE LES AUTRES HÔPITAUX À LE REJOINDRE

L'hôpital Saint-Louis est maintenant en grève depuis le lundi 22 novembre contre le manque de personnel. Toutes les catégories sont dans la grève : ouvriers, médico-techniques, administratifs, hospitaliers, y compris l'encadrement. Les médecins se déclarent solidaires du mouvement, certains s'affichent en grève. Il y a une baisse globale d'activité sur l'hôpital, mais très variable d'un service à l'autre. Les assemblées quotidiennes réunissent à chaque fois 200 à 300 personnes et attestent de la mobilisation.

Vendredi 3 décembre, Arlette Laguiller est venue à l'assemblée apporter son soutien à la grève. Notre camarade y a pris la parole, a mis en avant l'importance d'avoir réussi à réunir toutes les catégories dans la grève, car toutes les catégories participent à la qualité des soins aux malades. Elle a ajouté que les problèmes rencontrés à Saint-Louis sont les mêmes que ceux de nombreux autres hôpitaux parce qu'ils sont dus aux plans d'économie du gouvernement et de la Sécurité sociale.

En se contentant d'envoyer un sous-directeur, mardi 30 novembre (voir LO 1638), prendre note des revendications du personnel sur le trottoir de l'avenue Victoria, la direction de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris, loin de décourager la grève, a plutôt convaincu qu'il fallait être plus nombreux, entraîner d'autres hôpitaux et s'adresser plus haut.

Dès le lendemain, l'intersyndicale proposait une manifestation devant le ministère de la Santé, le jeudi 9, et d'appeler les hôpitaux d'Ile-de-France à les rejoindre, à l'aide de coups de téléphone dans les services d'autres hôpitaux, d'envois de fax, d'équipes en vélo pour aller porter des tracts dans les hôpitaux proches. Des représentants ont été envoyés dans les assemblées d'autres hôpitaux et mardi 7, c'était la moitié de l'assemblée générale qui se rendait en cortège à l'hôpital Lariboisière, à 15 minutes de là, pour participer à l'assemblée du groupe Lariboisière- Fernand Widal. Le fait que les grévistes se déplacent eux-mêmes pour entraîner leurs camarades a été décisif, et pour que l'intersyndicale organise cette assemblée, et pour que s'y vote la grève à partir du jeudi 9 décembre.

A Saint-Louis comme dans d'autres hôpitaux, nous sommes nombreux à faire le maximum pour que la journée du 9 soit un succès.

Correspondant L.O.

Hôpital de Bourges

GRÈVE UNANIME À LA CUISINE

Jeudi 2 décembre à l'hôpital de Bourges, nous étions en grève tous ensemble à la cuisine pour réclamer des embauches.

Il y a 5 ans, à l'occasion du déménagement dans le nouvel hôpital, six postes avaient été supprimés, sous prétexte que la charge de travail serait moins lourde. Depuis, l'activité a augmenté, de nouvelles tâches ont été ajoutées. Les arrêts de travail sont nombreux et ne sont pas remplacés. Sur les mois d'octobre et de novembre, seules sept journées ont été effectuées avec un effectif dit « normal » de 28 agents (en dehors des week-ends).

Face à cela, il a fallu faire des heures supplémentaires, les repos hebdomadaires sont changés, les congés annuels repoussés, on nous rappelle sur des jours fériés, des formations ont été annulées.

Jeudi 2, tout le personnel s'est donc mis en grève. Nous avons distribué une information devant le self qui fonctionnait à minima avec les agents réquisitionnés. L'accueil était bon. Les réflexions étaient nombreuses pour dire « *qu'il y avait les mêmes problèmes dans tous les services* », certains disant qu'il faudrait bien que « *tout le monde se mette en bagarre* » et approuvant la grève de la cuisine.

Pour le moment, la direction a dit qu'elle allait faire une étude pour les postes. Cette semaine, elle a enfin envisagé de remplacer deux congés maladie. Ce qui n'était pas possible la semaine dernière est soudain devenu possible grâce à la mobilisation de tous.

Correspondant LO

LO

CHU Rouen

LE MOUVEMENT SE POURSUIT

Entamé le 18 novembre, sous forme d'une grève hebdomadaire le jeudi et d'actions coup-de-poing lorsque l'occasion s'en présente, le mouvement du personnel du CHU de Rouen se poursuit.

Jeudi 2 décembre, malgré un fléchissement, nous étions encore plus de 1 000 grévistes. Et c'est à 500, avec le renfort d'une centaine de grévistes d'hôpitaux de la région, que nous nous sommes invités à la mairie de Rouen. Là, les manifestants, massés dans le couloir d'accès au bureau du maire PS, ont exigé de le rencontrer.

Nous avons alors laissé une centaine de personnes lui parler « à deux doigts des moustaches », tandis que le reste poursuivait la manifestation et investissait l'Agence Régionale de l'Hospitalisation… par les escaliers de secours. Bien que l'Agence soit située au 5ème étage, il n'y avait pas assez d'escaliers, de couloirs et de bureaux pour contenir tous les manifestants !

Le directeur de l'Agence, en déplacement à Paris paraît-il, fût néanmoins joint sur son portable et dut entendre nos revendications.

Les grévistes étaient contents et fiers de ces intrusions, qui étaient des « premières », comme celle opérée au Conseil régional la semaine précédente.

L'objectif prochain est constitué par la réunion du Conseil d'administration prévue le 14 décembre. Il s'agit d'empêcher que le budget 2000 soit adopté sur le dos du personnel. Ce jour-là une grève est prévue ainsi que diverses initiatives à l'adresse des usagers. Et bien entendu une manifestation devant le siège du CA.

Le personnel du CHU suit avec attention les mouvements qui peuvent se dérouler dans d'autres hôpitaux. Ils sont convaincus que c'est une lutte d'ensemble qui est nécessaire pour faire sauter les verrous budgétaires.

Correspondant LO

Hutchinson – Joué-lès-Tours Indre-et-Loire

LA GRÈVE MET UN COUP D'ARRÊT AUX 4×6 ET À LA FLEXIBILITÉ

L'usine Hutchinson de Joué-lès-Tours, qui produit des courroies, des tuyaux et des poulies pour les plus grands groupes de l'automobile et de l'électroménager, emploie 700 salariés, dont 150 intérimaires présents en permanence.

Depuis un an, les discussions sur la réduction du temps de travail ont commencé, la direction se contentant d'organiser des groupes de «réflexion et de discussion», sans dire où elle voulait en venir. Et puis le mois dernier, elle a balayé tout ce qui avait pu sortir de ces groupes, pour annoncer la couleur: ce serait les 4×6 pour toute l'usine!

Les 4x6, cela signifiait quatre équipes de six heures, chaque ouvrier travaillant une semaine 30 heures en cinq jours, et la semaine suivante 36 heures en six jours. Autrement dit, c'était le travail du samedi, des horaires démentiels (une des équipes aurait terminé à 23 h ou minuit tout en étant payée en heures de jour). Et puis les travailleurs auraient encore été débiteurs de 130 heures envers le patron, qui aurait pu utiliser ces heures à sa guise. Au bout du compte, dans le cadre de l'annualisation, cela revenait à travailler pratiquement tous les samedis.

Dans les ateliers, le mécontentement était vif, ce qui conduisit la CGT à appeler à la grève pour le vendredi 26 novembre.

A 8 heures ce matin-là, 180 travailleurs se sont retrouvés devant les bureaux de la direction. C'était pour l'essentiel des ouvriers et ouvrières de production, largement mobilisés puisqu'au total il n'y a que 300 agents de production en CDI.

Devant le refus de la direction d'entendre quoi que ce soit, la grève fut reconduite à l'unanimité pour le lundi matin.

Puisqu'il fallait organiser sérieusement l'affaire, la première décision prise le lundi par les 200 présents à l'assemblée générale fut d'élire un comité de grève, comité composé de onze menbres, syndiqués et non syndiqués. Le mandat donné au comité, outre l'application des décisions de l'assemblée des grévistes, ce fut de ne discuter avec la direction que sur la base du retrait pur et simple du projet de 4x6 et d'annualisation des horaires.

Lors des premieres rencontres avec le comité de grève, le patron expliqua doctement que les salariés ne pouvaient voir les choses d'un point de vue d'ensemble, qu'il fallait prendre en compte la situation générale de l'entreprise, etc.

Mais justement, les grévistes ne faisaient que ça, en AG, de discuter de la situation «générale»! Ils savaient très bien par exemple que les profits de l'entreprise doublent chaque année depuis trois ans. Ils savaient aussi que le groupe Total, auquel Hutchinson appartient, a été assez riche pour se payer Elf. Autant de raisons donc de ne pas se laisser faire.

Après une manifestation dans la ville de Joué-lès-Tours le 30 novembre, les grévistes se sont organisés en groupes autour des membres du comité de grève, groupes qui s'occupaient, qui de la rédaction d'un tract s'adressant aux ETAM et aux non-grévistes, qui de la collecte d'un fonds de soutien à la grève, qui du ravitaillement des barbecues installés pour l'occasion sur le parking.

Plus rien ne sortait de l'usine, non que les grévistes aient bloqué les portes, mais du simple fait que rien ou presque n'était produit dans les ateliers, et que de plus les quelques rares camionneurs qui se présentèrent aux portes firent demi-tour en signe de solidarité avec la grève.

Jour après jour, il était notable que, loin de faiblir, le camp des grévistes (qui émargeaient chaque jour pour bien savoir où ils en étaient) se renforçait au contraire, grâce notamment au renfort de la Maintenance et de plusieurs employés des bureaux.

Après un début de recul le mercredi 1er décembre, c'est finalement le jeudi 2 que le patron se décida enfin à entendre raison. Devant l'AG du matin, il vint d'un air grave annoncer qu'il était prêt à signer ce que les grévistes réclamaient: le retrait du projet de 4x6, et l'abandon du dispositif d'annualisation. Le passage aux 35 heures se fera sans modification des horaires actuels, avec compensation sous forme de jours de RTT et sans baisse de rémunération.

Après quelques ultimes discussions sur le problème du paiement des jours de grève (qui seront finalement retenus de façon échelonnée), et sur la question de l'attitude de l'encadrement après la grève, l'assemblée des grévistes vota la reprise du travail.

Même si les grévistes ont le sentiment de n'avoir remporté qu'une victoire défensive contre une attaque patronale sur fond de loi Aubry, le moral était bon à l'issue de cette grève, la première depuis pas mal d'années.

Correspondant LO

Thomson Télévision – Angers

DÉBRAYAGES POUR LES SALAIRES!

L'usine Thomson Télévision d'Angers, où travaillent près de 1 300 salariés dont 850 en production, est depuis le retour des congés d'été en «période de charge», comme disent les patrons. De ce fait, la direction a imposé 7 samedis travaillés, dans le cadre des heures supplémentaires. Pratiquement toute la production travaille en équipe, et environ 400 intérimaires ont été embauchés. Cette période de charge va durer jusqu'à la fin de l'année.

Dès le retour des vacances, la CGT a appelé à faire grève le samedi pour exiger une vraie réduction du temps de travail, sans flexibilité, sans baisse de salaires et avec embauches équivalentes.

Ce mouvement de grève a été diversement suivi, car la direction a accordé la possibilité de récupérer les samedis travaillés et de les accoler à la 4e semaine pour ceux qui la prennent au premier semestre 2000. Mais plus les samedis passaient et plus le nombre de grévistes grimpait, au point de gêner la production.

Visiblement, les travailleurs ne marchaient pas dans les discours de la direction sur la nécessité de faire des efforts. La direction a donc annoncé fin septembre qu'elle donnerait une prime mensuelle de résultat.

Mais quand cette prime a été versée, début novembre, les travailleurs ont constaté que la plupart d'entre eux avaient touché moins de 300 F, alors que quelques-uns, parmi les techniciens ou les chefs, avaient perçu 1 000, 2 000, voire 6 000 F.

Cette situation a suscité l'indignation générale. Et la CGT a pris l'initiative d'appeler à un débrayage le lundi 15 novembre. Un peu plus de 150 travailleurs ont alors débrayé sur les deux équipes. Les grévistes de l'équipe du matin ont envahi les locaux de la direction, et se sont installés confortablement dans une salle de réunion, en attendant que le patron vienne s'expliquer. Celui-ci a fini par venir et a voulu discuter avec les travailleurs pour les convaincre du bien-fondé de sa politique. La réunion est alors devenue houleuse, et beaucoup de travailleurs lui ont dit vertement leur façon de penser.

Sentant la situation se dégrader, le patron a alors offert un repas gratuit pour remercier les salariés de leurs efforts. Mais ce repas a été massivement boycotté. Les travailleurs ont amené leur casse-croûte pour manger dans les salles de repos.

Le patron avait d'autre part décidé, pour calmer le jeu, d'avancer la date de la NAO d'un bon mois, au jeudi 25 novembre. Lors de cette réunion, le patron n'a proposé que des broutilles, et le lendemain près de 400 travailleurs ont participé à la réunion d'information syndicale payée. Ils ont décidé d'appeler à la grève pour le lundi suivant.

Ce jour-là, il y avait près de 300 grévistes sur les deux équipes. Lors de l'assemblée générale, il a été décidé de revendiquer 300 F d'augmentation tout de suite et 600 F en janvier 2000. Les travailleurs tenaient à dire qu'ils n'avaient que faire d'une prime, qu'ils voulaient que les salaires augmentent.

L'après-midi, les grévistes ont décidé de bloquer les expéditions. La direction, pour faire cesser le blocage, a alors proposé une réunion de négociation sur les salaires le lendemain à 10 heures et de payer les heures de grève si le blocage était levé, ce que les grévistes ont accepté.

Lors de la réunion en question, la direction a juste proposé d'augmenter la prime de 200 F en moyenne pour le mois de décembre, ce qui la faisait passer à 500 F. Lors du débrayage qui a suivi, sur les 300 grévistes présents, une centaine voulaient retourner occuper l'expédition, les autres préférant voir organiser d'autres actions. Au bout du compte, les grévistes se sont retrouvés à une bonne centaine pour bloquer l'expédition.

Le lendemain, la CFDT a annoncé que, vu le faible nombre de grévistes, elle n'appelait plus à la grève. La CGT quant à elle décidait d'organiser des réunions à toutes les pauses, lundi 6 décembre, pour débattre avec les travailleurs qui ne se résignaient pas des actions possibles.

Affaire à suivre, donc!

Correspondant LO

Renault – Le Mans

UN LICENCIEMENT QUI PASSE MAL

Au département 85 de Renault Le Mans, l'annonce d'une procédure de licenciement pour absence injustifiée, à l'encontre d'un ouvrier malade et en difficultés personnelles, a soulevé une grosse émotion dans le bâtiment.

En effet, ce travailleur avec ses 30 ans d'ancienneté est très apprécié de ses camarades de travail et beaucoup ne voulaient pas laisser la direction faire son mauvais coup sans réagir.

Aussi mardi 23 novembre au matin, avec des délégués, c'est à plusieurs dizaines que nous avons cessé le travail pour intervenir à un CHS-CT (Comité Hygiène et Sécurité – Conditions de Travail) où se trouvait le chef de département qui avait signé la lettre de licenciement de notre camarade.

Là, nous lui avons demandé de revenir sur sa décision. Mais ce monsieur, épaulé par un chef d'atelier, n'a rien voulu savoir, aussi le ton a rapidement monté. De nombreux travailleurs leur ont dit sans ménagement ce qu'ils pensaient de leur attitude. En effet, pour tous, ce licenciement est d'autant plus injuste que notre camarade est rentré à l'hôpital pour se faire soigner. Et non seulement ce licenciement est une injustice, mais il est criminel, car tout le monde au département 85 se rappelle qu'il y a 18 mois, un autre travailleur du même secteur licencié pour le même motif s'est donné la mort quelques semaines après. Et cela, la direction aussi le sait bien, mais elle en prend le risque sans états d'âme, ce qui d'autant plus révoltant.

Comme nous nous heurtions à un mur, la grève a continué jusqu'au changement d'équipe à 13 h 45, où une partie de l'équipe du soir a pris le relais avec les travailleurs du matin qui avaient décidé de rester, et le face-à-face avec les deux licencieurs continua. Dans l'après-midi, des ouvriers d'autres bâtiments se sont mis en grève pour nous rejoindre au département 85. En fin d'après-midi, une « manifestation » d'une douzaine de hauts cadres de l'usine, sous-directeur en tête, sont venus avec un huissier en nous ordonnant de « libérer » leurs comparses que soi-disant nous « séquestrions » (rien que ça !) depuis 9 heures du matin. Devant notre refus de céder comme cela, ils durent patienter un bon moment en se gelant au-dehors.

Cependant vers 18 heures, vu que nous étions moins nombreux, il fut décidé de suspendre la grève et qu'un débrayage sur l'ensemble de l'usine soit appelé contre la politique de licenciement de la direction vis-à-vis des travailleurs malades et pour l'annulation de la procédure de licenciement de notre camarade. Le lendemain mercredi 24 novembre, c'est à près de 300 travailleurs que nous sommes allés envahir le CE qui se tenait ce matin-là.

C'est là que nous avons appris que, juste avant notre arrivée, le directeur avait traité de voyous, de bandits et de terroristes les travailleurs qui avaient fait grève la veille et qu'il avait décidé d'engager des poursuites pénales.

A son tour, comme ses deux acolytes la veille, il a pu entendre la colère et l'indignation s'exprimer et cela de façon très rapprochée. En fin de matinée, profitant d'un flottement et d'une arrivée massive de cadres, ce grand courageux s'éclipsa pour aller s'enfermer dans son « bunker ».

L'après-midi un nouveau débrayage appelé par les syndicats CGT et CFDT, regroupant environ 150 travailleurs, dura jusqu'à 17 h 30.

Pour le moment la direction n'est pas revenue sur sa décision de licenciement. Lundi 6 décembre dans la soirée, la direction a même assigné 46 travailleurs de l'usine en correctionnelle le 7 janvier 2000 pour « séquestration ». Mais au département 85, pour une bonne partie des travailleurs, les choses ne sont pas finies : une lettre ouverte réclamant l'annulation du licenciement circule dans le département et est largement signée.

Correspondant LO

Motorola – Toulouse

GRÈVE CHEZ LES SOUS-TRAITANTS

En 1990 la gestion du service gaz de Motorola-Toulouse a été sous-traitée à la société Air Products qui a repris une partie du personnel. Elle assure la livraison et la détection des fuites de tous les gaz, parmi lesquels certains sont très corrosifs, explosifs ou même extrêmement toxiques.

Depuis cette date, six personnes effectuent cette mission. Mais en dix ans la charge de travail a considérablement augmenté, sans que l'effectif suive. Ils sont toujours six alors que, par exemple, le nombre de points de détection hydrogène a été multiplié par deux et le nombre de bouteilles à livrer par quatre.

Le temps de travail quotidien sur le site a été allongé par la mise en place de plages horaires décalées, et surtout les astreintes sont mal payées et de plus en plus utilisées, y compris pour effectuer des tâches programmées à l'avance.

Depuis des années, ces travailleurs se plaignent de cette dégradation de leurs conditions de travail et adressent à leur direction des réclamations qui restent lettre morte. Rien ne serait possible, sous peine de perdre le contrat. C'est le chantage qui revient en permanence, au nom duquel il faudrait tout accepter. Dernièrement il a suffi d'une réprimande injustifiée venant de Motorola pour que le responsable local Air Products en réfère à sa DRH et fasse sanctionner deux techniciens d'un blâme.

C'est certainement la goutte qui a fait déborder le vase. Ces travailleurs ont dressé la liste de leurs revendications : une augmentation de 2 000 F pour tous, des primes pour les arrêts techniques et le travail du 1er janvier 2000, des améliorations concernant les conditions de travail et les astreintes, une embauche supplémentaire, le départ de leur responsable, et la formation sécurité et technique.

Mercredi 1er décembre, après la rupture des discussions la veille par leur direction, ils se mettaient en grève illimitée et faisaient connaître leur situation aux travailleurs de Motorola, avec l'aide des syndicats CGT et CFDT de l'entreprise.

L'après midi, des négociations s'ouvraient en présence des six grévistes. Après quelques heures de discussion, ils obtenaient 400 F d'augmentation de salaire en plus des augmentations déjà prévues, une embauche, la satisfaction de la plupart des revendications relatives aux conditions de travail, et le paiement des heures de grève. Ils décidèrent de reprendre le travail le lendemain.

Comme quoi, même saucissonnés en une multitude de petites sociétés concurrentes, les travailleurs peuvent relever la tête et imposer leurs revendications.

Correspondant LO

ELM – Leblanc
Drancy – Seine-Saint-Denis

Drancy, Stuttgart, Belgique
LICENCIEMENTS POUR LES PROFITS DE BOSCH

A ELM-Leblanc (groupe Bosch), c'était jeudi 2 décembre que se tenait la dernière réunion du Comité d'Entreprise sur le plan de licenciements.

A nouveau, toute l'usine a débrayé pour protester. La séance du CE a été courte. Les syndicats contestant l'ensemble du plan de licenciements ont refusé de se prononcer à nouveau à son sujet (ils avaient déjà voté contre, quinze jours plus tôt), tout en exigeant une réunion du Comité d'Entreprise Européen. Car ce n'est pas au seul niveau d'ELM-Leblanc, dont les affaires ne vont déjà pas mal du tout, mais à celui de l'ensemble du secteur chauffe-eau et chaudières en Europe que Bosch réorganise sa production entre ses diverses usines, pour accroître ses profits. La restructuration touche aussi l'usine allemande dont la production des corps de chauffe doit partir en Turquie, comme pour ELM, avec 160 suppressions d'emplois à la clef, et la Belgique où Bosch entend se débarrasser de son usine de chauffe-eau alors que ce secteur est pour le groupe en pleine expansion.

La direction n'a même pas pris la peine de proposer la moindre mesure supplémentaire à son plan social : aucune proposition de reclassement un tant soit peu sérieuse, aucune mesure concernant les travailleurs de plus de 50 ans mais n'ayant pas encore l'âge d'entrer dans le cadre des FNE.

Son seul souci était d'obtenir la signature des syndicats au bas d'un accord sur les 35 heures, car une telle clause est aujourd'hui de rigueur dans tout plan social qui se respecte. Mais si dans ce domaine le patron était prêt à modifier quelque peu les horaires annoncés, il n'était pas question pour lui de renoncer à exiger, pour ceux qui restent, flexibilité et blocage des salaires, au nom d'un prétendu sauvetage d'emplois, alors que c'est au contraire ce qui lui permettra de faire faire le travail avec des effectifs réduits. Si bien que les travailleurs de l'usine ont à nouveau manifesté leur opposition également à ce projet sur les 35 heures et que, du coup, aucun syndicat n'a accepté de signer.

Par ailleurs la direction avait, quelques jours avant la dernière réunion du CE, annoncé tout bonnement aux ouvriers des ateliers situés sur la commune de Bobigny, ceux dont la production devrait être transférée en Turquie, que les bâtiments où ils travaillent devaient être dégagés d'ici fin décembre. Elle s'apprêterait donc à mettre les ouvriers en congé dès le 8 ou 10 décembre, en attendant que leur arrivent les lettres de licenciement. La manœuvre est cousue de fil blanc : comme la direction craint les coups de colère avec l'envoi des lettres, elle préférerait bien sûr que les ouvriers soient isolés chez eux à ce moment-là.

Autre attaque de la direction qui a entraîné notre riposte : jeudi 2 décembre, dès la fin de la réunion du Comité d'Entreprise, alors qu'un petit nombre d'ouvriers des ateliers de Bobigny restaient dans cette partie de l'usine que la direction veut balayer, tous les autres sont partis en cortège au tribunal de Bobigny, car le responsable de la CGT y était convoqué, accusé par la direction de « diffamation » : il avait commis le crime de contester les rapports fabriqués par la direction pour faire porter à une ouvrière la responsabilité de l'accident dont elle avait été victime. Le chef du personnel ayant dû reconnaître qu'il avait tenu la main de l'infirmière pour l'aider à écrire un rapport fort peu médical enfonçant l'ouvrière, c'est mal parti pour la direction.

Pour nous tous il est bien évident que l'attaque en justice contre le responsable de la CGT était une façon de tenter d'intimider les militants syndicaux dans le cadre de la bagarre en cours contre les licenciements. Le jugement n'aura lieu qu'en février, mais le juge a exigé d'ELM le versement immédiat de 10 000 F de caution, et nous sommes repartis du tribunal fiers de nous.

Inutile de dire que dans les ateliers de Bobigny plus personne ne travaille désormais.

En tout cas, le groupe Bosch n'est pas au bout de ses peines, et nous voulons le faire reculer. Et, si on n'arrive pas à empêcher les licenciements, au moins obtenir qu'aucun d'entre nous ne se retrouve jeté à la rue quasiment sans rien, mis à part l'indemnité de licenciement, et notamment sans que soient proposés des reclassements dans des emplois équivalents, ou sans mesure de préretraite pour les plus âgés. La lutte continue…

Correspondant L.O.

ARC

Sur la banderole : *Agnelli* (patron de Fiat) et *Pirelli, voleurs jumeaux.*

L'« AUTOMNE CHAUD » ITALIEN DE 1969

L'automne de 1969, il y a trente ans, est resté dans l'histoire de l'Italie comme l'« automne chaud ». Marqué de nombreuses manifestations ouvrières, en particulier dans le cadre de la négociation du contrat collectif des métallurgistes, il était en même temps bien plus qu'une saison de luttes syndicales. Il marquait le point culminant d'une montée ouvrière dont les premiers signes étaient apparus dès le début des années soixante. Lasse de la surexploitation, du mépris, des bas salaires, toute une classe ouvrière faisait irruption sur la scène pour exiger d'autres conditions. Malgré les efforts des organisations syndicales pour maintenir ses revendications dans un cadre économique, l'ampleur de l'« automne chaud » le faisait apparaître, à l'égal de Mai 1968 en France, comme un mouvement politique tendant à contester la société capitaliste elle-même.

Les prémisses de l'explosion

En fait, cet automne-là avait commencé au printemps, et même l'année précédente. Les explosions de mécontentement se multipliaient, débouchant souvent sur des heurts avec la police. En avril 1969 à Battipaglia, dans le Sud, une manifestation contre la fermeture de l'unique établissement industriel de la ville dégénéra en affrontements entre manifestants et policiers, faisant deux morts parmi les premiers.

A peu près dans la même période, les grèves commençaient à se multiplier chez Fiat à Turin, d'abord dans la principale usine de la ville, Fiat-Mirafiori, pour s'étendre ensuite aux autres usines du groupe à Turin et aux alentours : Fiat-Lingotto, Fiat-Rivalta. Les cadences de travail, les salaires, les horaires, toutes ces revendications surgissaient les unes après les autres, les grèves échappant souvent au contrôle des dirigeants syndicaux.

Le 3 juillet 1969, ceux-ci crurent reprendre l'initiative en proclamant une journée de grève générale sur un objectif extérieur à l'usine, la lutte contre la hausse des loyers. Mais ce jour devint un grand jour pour les travailleurs turinois, dont les cortèges, rejoints aussi par des cortèges étudiants, convergèrent sur l'usine de Mirafiori. Face à celle-ci, à l'entrée du Corso Traiano, de violentes bagarres éclatèrent avec la police, qui durèrent plusieurs heures et s'étendirent à d'autres quartiers de Turin.

Ces bagarres du Corso Traiano, en juillet, étaient la véritable annonce de « l'automne chaud ». Au même moment, les débrayages et les grèves se multipliaient dans de nombreuses entreprises. Dès la fin du mois d'août, lorsque les travailleurs rentrèrent de vacances, les grèves reprirent chez Fiat, chez Pirelli et bien d'autres.

Une tactique de division

Cependant, les directions syndicales avaient alors eu le temps de prendre la mesure du mécontentement ouvrier et de mettre au point leur tactique. Cet automne de 1969 était aussi l'échéance des contrats collectifs de la métallurgie, de la chimie, du bâtiment et d'autres catégories. Les dirigeants syndicaux avaient ainsi un cadre tout trouvé permettant de canaliser l'explosion de mécontentement ouvrier : ils allaient fixer aux métallos l'objectif d'un « bon contrat » pour la métallurgie, aux travailleurs de la chimie celui d'un « bon contrat » pour leur catégorie, etc. Les directions syndicales mirent au point la tactique dite des grèves « articulées » : tel jour les métallos firent grève, tel autre les travailleurs de la chimie, tel autre le bâtiment. Des grèves « générales » purent aussi avoir lieu… mais par province ou même par ville, contre la vie chère ou la hausse des loyers. Au niveau des entreprises les dirigeants syndicaux prônaient les grèves tournantes, un atelier après l'autre, sous prétexte de causer le plus de dommages possible aux patrons à moindres frais pour les ouvriers. Mais le but réel était d'empêcher que l'ensemble des travailleurs se retrouvent dans la même lutte.

En même temps, les directions syndicales firent le nécessaire pour reprendre le contrôle d'une base qui commençait à leur échapper : dans bien des entreprises, mécontents de structures syndicales très hiérarchiques et loin de leur contrôle, les travailleurs avaient commencé à élire des délégués d'atelier. Qu'à cela ne tienne, les directions syndicales allaient retourner la situation en institutionnalisant ces délégués d'atelier sous forme de « conseils d'usine ». Ceux-ci devaient devenir l'organe de base du syndicat unitaire que les trois confédérations syndicales, CGIL, CISL et UIL, s'annonçaient décidées à construire ensemble. L'unité des trois confédérations allait devenir un moyen, surtout, de mieux contrôler la base.

On ne peut énumérer toutes les journées d'action des trois mois de l'« automne chaud » : le 11 septembre les métallurgistes, le 12 septembre les métallos, le 16 la chimie et la métallurgie du secteur d'Etat ; le 7 octobre grève des métallos à Milan, le 8 grève nationale du bâtiment et des métallos de Rome, le 9 octobre grève générale de la région Frioul-Vénétie julienne, le 10 octobre grève des métallos turinois, les 15 et 16 octobre grève à Milan contre la vie chère, le 17 octobre grève générale à Palerme, le 19 novembre grève générale contre la vie chère et violentes manifestations à Milan, le 28 novembre, manifestation nationale des métallos à Rome…

Les dirigeants syndicaux se montrèrent en même temps capables d'avoir un langage d'apparence radicale, d'isoler les ouvriers les plus combatifs et les groupes révolutionnaires qui tentaient de les contester, de diviser à l'infini les luttes ouvrières et finalement d'épuiser progressivement la combativité de la base. Le 7 novembre ils signaient le contrat collectif du bâtiment, le 7 décembre le contrat de la chimie, le 8 le contrat collectif des métallos du secteur public.

La bombe de Piazza Fontana

Mais alors que la combativité ouvrière s'épuisait dans les divisions de la savante tactique syndicale, d'autres forces étaient à l'œuvre. Le 12 décembre, une bombe explosait dans le hall de la Banque de l'Agriculture, Piazza Fontana à Milan, faisant 16 morts. Dans les jours qui suivirent, l'attentat fut attribué à des anarchistes. L'un d'eux, Giuseppe Pinelli, mourut dans les mains de la police milanaise. En fait, l'attentat de Piazza Fontana n'allait être que le premier d'une série d'actions du même type émanant de l'extrême droite et de certains milieux de la police et de l'armée, politique que l'on allait baptiser « la stratégie de la tension » : une partie de l'appareil d'Etat était le siège de troubles complots visant, si la tension sociale continuait, à préparer un tournant vers un gouvernement autoritaire.

Mais la préoccupation des partis de gauche et des syndicats n'était certes pas de préparer la classe ouvrière à faire face à ce danger. Elle était désormais de mettre un terme au plus tôt à l'agitation sociale. Le 21 décembre la signature du contrat collectif des métallos du secteur privé, qui avaient été l'avant-garde de l'« automne chaud », mettait un point final à cette saison de luttes.

De nombreux groupes révolutionnaires, qui avaient commencé à émerger en 1968-1969, s'étaient développés au cours de l'« automne chaud ». Dans les années qui suivirent, la désillusion allait être à la mesure des illusions souvent naïves de 1969, et ils allaient connaître peu à peu le reflux. Certains, ayant perdu confiance dans l'action ouvrière, allaient se lancer dans le « brigatisme », un terrorisme se disant d'extrême gauche et censé répondre par ses actions individuelles au terrorisme « noir » d'extrême droite.

Une promotion pour les appareils syndicaux

L'« automne chaud » allait cependant marquer pour longtemps les relations sociales en Italie. Les directions syndicales, tout comme leurs homologues françaises en mai 1968, avaient montré leur capacité à contrôler l'explosion ouvrière et à empêcher qu'elle ne débouche sur un véritable affrontement politique entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Félicitées, selon l'expression journalistique de l'époque, pour avoir su « chevaucher le tigre », elles allaient être payées de retour, en devenant des interlocuteurs de premier plan de tous les gouvernements. En 1971 était institué le « statut des travailleurs », loi reconnaissant des droits aux ouvriers… mais surtout aux syndicats. Le leader CGIL du syndicat des métallos, Bruno Trentin, qui sortit de l'« automne chaud » avec la réputation d'un syndicaliste combatif et aux idées neuves, allait devenir pour un certain temps la coqueluche de toute la gauche européenne.

Bien sûr, la force des appareils syndicaux italiens allait comporter quelques retombées sous forme d'avantages économiques pour les travailleurs, mais finalement pour bien peu de temps. Dès 1973 et l'éclatement de la crise économique, le mot d'ordre de la bourgeoisie allait être l'austérité et le retour sur tout ce qu'elle avait dû concéder. La collaboration des appareils syndicaux allait s'avérer un atout précieux pour imposer des reculs incessants à la classe ouvrière au nom des nécessités de l'économie. Jusqu'à ces jours de septembre 1992 où, par exemple, on allait voir le même Bruno Trentin expliquer aux travailleurs pourquoi ils devaient accepter l'abandon de l'échelle mobile des salaires et d'un certain nombre d'autres acquis, au bénéfice des « lois du marché », et recevoir en retour des jets de boulons sur les places de nombreuses villes d'Italie.

André FRYS

Notre ami Ben Ali

L'envers du « miracle tunisien »
de Nicolas Beau et Jean-Pierre Tuquoi

Les dernières élections tunisiennes ont vu triompher pour la troisième fois le général Ben Ali, avec plus de 99 % des voix. Cette fois encore, la fraude a été massive. Ne supportant aucune critique, le gouvernement a fait arrêter les opposants ayant osé dénoncer l'absence de libertés publiques, et même les émissions d'Antenne 2 ont été brouillées au lendemain des résultats. C'est ce régime policier que dénoncent deux journalistes du *Monde* et du *Canard enchaîné*, Nicolas Beau et Jean-Pierre Tuquoi, dans le livre *Notre ami Ben Ali*, préfacé par Gilles Perrault.

Avant d'être au pouvoir, Ben Ali fit ses classes comme policier. Formé d'abord en France par l'armée, puis aux USA à l'Ecole du renseignement et de la sécurité, il devint en janvier 1978 le directeur de la Sûreté de Bourguiba. Son ascension fut jalonnée par les vagues de répression qui marquèrent les dernières années du régime. En 1978, contre le syndicat UGTT, où la police tira et fit une centaine de morts. En 1984, contre la population qui protestait contre l'augmentation du prix du pain, de la farine et de la semoule. En 1987, sentant que Bourguiba allait se débarrasser de lui, il prit les devants, s'empara du pouvoir et relégua le vieux président dans sa ville natale de Monastir.

A l'époque, ses déclarations démocratiques valurent à Ben Ali le ralliement d'une bonne partie des hommes politiques qui se disaient de gauche. Et ceux-ci continuèrent à le soutenir, même lorsque, après les premières élections avec 99 % des suffrages, il devint évident que Ben Ali n'avait rien à envier à Bourguiba pour ce qui était de ses conceptions démocratiques, et qu'il n'avait tiré de prison les détenus du précédent régime que pour y faire entrer ceux de son propre régime. La répression contre les islamistes, dont l'influence se développait à l'époque, servit de justification pour beaucoup de ces hommes de gauche à la caution qu'ils apportaient à un régime policier. Ils continuèrent donc à encenser le dictateur et à vivre de ses largesses, même lorsque les syndicalistes, les militants d'extrême gauche, voire des personnes tout simplement critiques envers Ben Ali prirent à leur tour le chemin des cachots.

C'est la réalité de cet Etat que nous décrivent avec précision les deux auteurs. Toute personne s'opposant tant soit peu au régime est rapidement en butte à de sordides calomnies, à des menaces et des violences visant également ses proches. Et si elle ne cède pas, c'est, à l'issue d'un procès truqué, l'enfermement dans une prison où la torture est monnaie courante. Dans ces conditions, la presse est complètement bâillonnée, et rares sont ceux qui osent encore dénoncer les exactions du régime. A l'abri de cette répression permanente se poursuit le pillage du pays par les clans liés à la famille Ben Ali.

Tout cela n'a pas empêché ce régime de bénéficier de toutes les complaisances diplomatiques, en particulier en France : Chirac, qui a abondamment parlé du « *miracle tunisien* », Pasqua, qui aidait à la traque aux opposants en France, Seguin, qui ose encore aujourd'hui déclarer que les dernières élections ont été parfaitement démocratiques. Mais aussi Mitterrand, qui ne voulait pas entendre parler de la torture et de la répression lors de ses voyages officiels à Tunis. Il ne fallait pas risquer de compromettre les relations commerciales.

La presse française aussi a tenu son rôle dans cette partition, en particulier un journal comme le *Nouvel Observateur*, où Jean Daniel lançait fin 1992 une pétition où il se disait « *indigné par une vision délibérément négative* » de ce qui se passait en Tunisie.

Beaucoup de ces soutiens existent toujours, même s'ils se font souvent plus discrets. On s'affiche moins avec Ben Ali. Il est de meilleur ton de soutenir le Maroc de Mohamed VI sur lequel, soit dit en passant, les auteurs se font manifestement les mêmes illusions que celles qu'ils évoquent à propos des premières années du régime Ben Ali. Mais la dictature imposée au peuple tunisien, elle, continue de plus belle.

Ce livre permet en tout cas de connaître une partie de la sinistre réalité, à laquelle sont directement confrontés une partie des travailleurs qui, autour de nous, sont originaires de Tunisie.

Daniel MESCLA

Notre ami Ben Ali, L'envers du « miracle tunisien » *de Nicolas Beau et Jean-Pierre Tuquoi*, éd. La Découverte, 98 F.

AFP

Emeutes et répression à Tunis en décembre 1983-janvier1984. Ce fut la « révolte du pain ». C'est à cette occasion que Ben Ali sera nommé (pour la seconde fois) directeur de la Sûreté nationale.

L'utopie de Thomas More

réédition

L'utopie était devenue difficile à se procurer, et c'est une bonne chose qu'elle soit publiée aujourd'hui dans une édition qui, tout en étant très bon marché (10 francs), conserve le texte intégral de Thomas More et les mêmes notes que dans l'ancienne édition (Editions sociales), le tout précédé d'une brève préface.

Ce texte est un peu oublié de nos jours. Pourtant, publié en latin en 1516, il a longtemps connu une grande notoriété et été maintes fois réédité au long des XVIIe et XVIIIe siècles, pour devenir, selon le socialiste britannique William Morris dans son avant-propos de 1893, « *un pamphlet socialiste familier dans les réunions et les assemblées de discussion* ». Morris ajoutait : « *Sans doute* L'utopie *doit-elle nécessairement figurer dans une bibliothèque socialiste* ». Et c'est juste.

C'est une œuvre étonnante. S'ouvrant sur une dénonciation saisissante des maux engendrés par les débuts brutaux du capitalisme en Angleterre et l'iniquité de la politique de l'Etat, elle passe ensuite à la description d'une société idéale selon Thomas More : une société communiste, d'où la propriété privée et l'argent auraient été bannis, car Thomas More voit en eux les racines de l'injustice sociale. Il les stigmatise en des termes qui n'ont rien perdu de leur vigueur !

Certes, à l'aube du développement de la classe sociale, la bourgeoisie, porteuse du développement économique capitaliste, il ne pouvait s'agir que d'un rêve généreux. D'ailleurs, le terme d'« utopie » – *utopia* en latin – était forgé à partir de deux racines grecques pour signifier « *lieu qui n'est nulle part* »...

Mais un tel rêve manifestait une envergure intellectuelle qui était aussi un fruit du mouvement des humanistes de la Renaissance. Thomas More, tout en étant un homme de loi, un homme d'Etat, était un éminent représentant de cette avant-garde lettrée et progressiste et mourut d'ailleurs sur l'échafaud en 1535 pour s'être opposé au roi Henri VIII. Sa conception et sa description d'une république fondée sur « *la communauté de vie et de biens, sans commerce d'argent* », pour le plus grand bonheur de ses membres (et où l'or ne sert plus qu'à construire les vespasiennes !), sont tout à fait remarquables. Il faut lire ce court texte – ou le relire.

C. L G

L'utopie *de Thomas More, Ed. Librio – 10 F.*

Espagne

LES PARTIS SÉPARATISTES BASQUES ENTRE LA MENACE TERRORISTE ET LES MANŒUVRES POLITICIENNES

Le dimanche 28 novembre, en Espagne, l'ETA annonçait la fin de la trêve décidée il y a quatorze mois et avertissait que ses commandos étaient prêts à agir à partir du vendredi 3 décembre. L'ensemble des partis politiques ont appelé pour ce jour-là à des manifestations contre le terrorisme dans la plupart des villes d'Espagne. Au Pays basque, le PNV (Parti Nationaliste Basque, principale formation nationaliste dite « modérée ») a appelé à des manifestations unitaires visant à démontrer l'isolement de l'ETA. Le ralliement à ces manifestations de Herri Batasuna, qui apparaît traditionnellement comme une coalition politique intimement liée à l'ETA, a pu faire croire un temps que l'ETA avait perdu la partie. Mais le déroulement des manifestations et leur suite prouvent que les différents partis nationalistes basques sont extrêmement sensibles à la pression des forces politiques séparatistes les plus radicales dont les élections municipales ont récemment montré l'audience. Car si ces manifestations en faveur de la « paix » furent multiples, non seulement elles n'ont pas été aussi nombreuses qu'espéré mais les mots d'ordre ont souvent affiché, entre autres dans les cortèges regroupés sous les banderoles d'Herri Batasuna, une volonté de dénoncer davantage la responsabilité du gouvernement de Madrid que celle de l'ETA dans l'échec de la trêve.

En tout cas, depuis lors, on a vu les politiciens basques des partis nationalistes modérés (PNV et Eusko Alkartasuna – EA) réaffirmer, malgré les pressions du gouvernement de Madrid et des partis nationaux, qu'ils ne rompraient pas leurs relations avec Herri Batasuna, même si ses dirigeants refusaient de condamner d'éventuelles actions militaires de l'ETA. Jusqu'à présent leur alliance au niveau du gouvernement de la Communauté autonome qui regroupe les provinces basques d'Espagne à l'exclusion de la Navarre, n'est pas à l'ordre du jour.

En réalité l'annonce de la rupture de la trêve a peut-être été avant tout un moyen pour les dirigeants indépendantistes de l'ETA de faire pression sur les partis nationalistes modérés (le PNV et EA) qu'ETA présentait dans son communiqué du 28 novembre comme les vrais responsables de la rupture de la trêve, les accusant de ne pas respecter l'accord d'août 1998. D'après l'ETA cet accord impliquait, de la part des partis nationalistes, la volonté de mettre en place une institution unique et souveraine pour l'ensemble du Pays basque, comprenant la Communauté autonome basque, la Navarre et le Pays basque français ainsi qu'une rupture politique avec les forces politiques espagnoles qui, affirmait-elle, « *ont pour objectif la destruction du Pays basque* », à savoir le Parti Populaire et le PSOE. La rupture s'expliquerait donc par le frein mis par les modérés à la construction de la nation basque notamment en ne répondant pas à la proposition d'organiser des élections à un Parlement constitutionnel souverain dans l'ensemble du Pays basque.

Mais en rompant la trêve, l'ETA vise aussi à faire pression sur le gouvernement central dirigé par le parti de droite, le Parti Populaire d'Aznar qui, au cours des quatorze mois de trêve, a constamment cherché à montrer sa position de force. Le droit à l'autodétermination que l'ETA estimait indispensable d'aborder dans les négociations ne l'a jamais été par le gouvernement qui affirmait que la paix ne pouvait avoir de contrepartie politique et qu'il n'était pas question de remettre en cause le cadre constitutionnel. Dans une certaine mesure Aznar a continué la politique que tous les gouvernements ont menée depuis la mort de Franco et qui a consisté à refuser de reconnaître le problème politique basque. Il s'est contenté de promettre des changements dans la politique pénitentiaire si l'ETA donnait un caractère définitif à la trêve. Cependant la revendication que les prisonniers basques soient transférés au Pays basque, droit reconnu dans la loi, ne s'est même pas réalisé au cours des 14 mois de trêve puisque seuls quelque 85 prisonniers en ont bénéficié. Or dans le même temps on a continué à arrêter des militants, des dirigeants de l'ETA, parmi lesquels Belen Gonzalez, une représentante de l'ETA dans les négociations avec le gouvernement qui a été arrêtée en France. Au-delà de quelques belles paroles sur le dialogue nécessaire, la volonté du gouvernement a toujours été d'isoler l'ETA et de la détruire par des moyens policiers.

Dans les mobiles qui ont poussé l'ETA à rompre la trêve, il y a des calculs politiques avoués ou visibles mais il y a sans doute aussi des raisons liées aux problèmes internes de cette organisation militaire qui a connu de nombreuses crises et qui, au cours des dernières années, a subi les coups de la répression en même temps qu'elle s'isolait de plus en plus dans la société espagnole, y compris au Pays basque, où de vastes secteurs de la population ne voulaient plus du terrorisme. La trêve a permis aux indépendantistes de reprendre leur souffle, de se renforcer sur le terrain politique et de réaliser une sorte de front nationaliste avec les partis nationalistes modérés, le PNV et EA. De son côté leur alliée politique, la coalition Herri Batasuna, a pu progresser sur le plan électoral aux dépens des nationalistes modérés et les appuyer au sein du gouvernement basque. Mais il est possible que l'ETA ait estimé que même si l'arrêt des attentats avait été utile, il fallait éviter l'enlisement dans une politique trop conciliante et réaffirmer ce qui a fait son originalité, la lutte armée. Il pourrait aussi s'agir d'un moyen conjoncturel, à l'approche des prochaines élections, pour obliger les nationalistes à faire des gestes légitimant le rôle de l'ETA.

De toute façon cette politique s'inscrit dans une perspective nationaliste, séparatiste et absolument pas sur le terrain de la classe ouvrière basque ; elle n'offre aucune perspective, à plus forte raison, aux travailleurs du reste de l'Espagne que l'ETA ne considère nullement comme des alliés.

C'est en quoi, si nous reconnaissons le droit au peuple basque de décider de son sort, si nous dénonçons l'obstination des gouvernements de Madrid à ne pas régler sur le plan politique le problème basque, si nous protestons contre la répression dont sont victimes les militants basques et contre le sort des prisonniers basques, nous savons que les objectifs politiques des dirigeants nationalistes de l'ETA n'ont rien à voir avec les intérêts politiques de la classe ouvrière. Leurs actions terroristes d'hier ou de demain, comme leurs manœuvres politiciennes, le montrent.

B.S.

PRISONNIERS POLITIQUES BASQUES

LES ÉTATS FRANÇAIS ET ESPAGNOL PIÉTINENT LEURS PROPRES LOIS

Lors d'une conférence de presse tenue le 16 novembre dernier, le député basque européen de Euskal Heritarok, Koldo Gorostiaga, soutenu par le Parti Nationaliste Basque (PNV) et l'Association des familles de prisonniers, réfugiés et déportés basques (Eusko Alakartasuna) a dénoncé le sort fait aux prisonniers politiques basques emprisonnés aussi bien dans les prisons espagnoles que françaises. Ces informations recoupent celles de la Ligue des droits de l'Homme, d'Amnesty International ou de l'Observatoire international des prisons (OIP).

Les associations de soutien aux prisonniers basques exigent d'abord que soit mis un terme à la dispersion qui rend leur vie carcérale encore plus éprouvante. Des militants nationalistes basques notamment d'ETA sont emprisonnés, certains depuis 1978, mais c'est depuis 1987 que l'Etat espagnol a mis en oeuvre une politique de dispersion de ces militants généralement arrêtés en groupe, afin d'essayer de briser des solidarités qui rendaient leur vie moins insupportable. Les prisonniers ont d'abord été dispersés par groupes de cinq à dix, puis isolés chacun dans un secteur de la prison.

Actuellement, quelque 550 prisonniers politiques basques sont ainsi dispersés dans 62 établissements. Les mesures de rapprochement mises en place récemment n'empêchent pas qu'une minorité seulement se trouve dans des prisons situées au Pays basque lui-même. Certains sont aux Canaries (archipel appartenant à l'Espagne, situé à 2 000 km au large de l'Afrique) ou encore à Ceuta et Melilla (Maroc espagnol). La grande majorité de la soixantaine de prisonniers basques emprisonnés en France le sont en région parisienne, un seul se trouve à Bayonne. La majorité de ces détenus sont dans l'isolement le plus complet. Dans de telles conditions, cela rend très difficile d'assurer leur défense judiciaire. Les avocats ne peuvent pas se réunir avec tous les accusés, pour établir une défense commune. Ils doivent parcourir des milliers de kilomètres pour rencontrer des prisonniers dispersés dans des prisons très éloignées.

L'éloignement des prisonniers rend les visites très difficiles, voire impossibles pour des parents dont l'état de santé ne permet pas de voyager ou pour qui les voyages sont trop coûteux. Dans les prisons espagnoles, les parloirs vitrés sont la règle. Il existe bien un type de visite où mari et femme peuvent se rencontrer pendant deux heures dans un local exigu et assez sordide, mais ces visites sont limitées, voire impossibles : un prisonnier n'a eu aucun contact avec sa compagne ni avec ses enfants pendant neuf ans. Enfin, en France, on ne connaît que le parloir.

Les limitations des droits s'étendent également à tout ce qui concerne la communication, la correspondance, la presse, les lectures. Les lettres sont lues, les conversations téléphoniques écoutées. Le nombre des lettres, en théorie illimité, est dans les fait restreint. Les publications politiques sont interdites alors qu'en droit, elles pourraient être autorisées, avec un contrôle de l'administration.

Sur le plan sanitaire enfin, il faut attendre des mois un examen médical. Les déplacements à l'hôpital se font dans de mauvaises conditions, menottés. L'intimité, le secret professionnel des médecins, la confiance dans le praticien, tout cela est bafoué. Parfois, il n'est tenu aucun compte des demandes de soins. Treize prisonniers sont morts dans ces conditions (dont deux dans des prisons françaises). Soins et régime alimentaire, quand ils sont prescrits, ne sont pas forcément mis en oeuvre en détention. En matière de soins dentaires, la prison ne connait que l'arrachage des dents. Pour les yeux, la surveillance ophtalmologique est inconnue. Enfin, sauf en cas de maladie grave, il est impossible, au nom des règles de sécurité, de demander l'avis d'un médecin extra-pénitentiaire. Un médecin extérieur est a priori un « courrier de l'ETA ».

Les associations de défense des prisonniers politiques basques luttent pour le respect des droits de la défense, mais aussi le droit à l'instruction, à la vie privée, à l'information, à l'intégrité physique et psychique, c'est-à-dire en définitive le droit au respect et à la dignité. Une protestation à laquelle nous ne pouvons que nous associer.

J. F.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995